La direction d'établissement dans les collèges de l'université de Paris sous l'Ancien Régime

School management in the colleges of the University of Paris until 1789

Die Schulleitung der Gymnasien der Universität Paris in vorrevolutionärer Zeit

Marie-Madeleine Compère et Boris Noguès

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/829>

DOI : 10.4000/histoire-education.829

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2001

Pagination : 21-78

ISBN : 2-7342-0889-X

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Marie-Madeleine Compère et Boris Noguès, « La direction d'établissement dans les collèges de l'université de Paris sous l'Ancien Régime », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 90 | 2001, mis en ligne le 15 novembre 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/829> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.829>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

La direction d'établissement dans les collèges de l'université de Paris sous l'Ancien Régime

School management in the colleges of the University of Paris until 1789

Die Schulleitung der Gymnasien der Universität Paris in vorrevolutionärer Zeit

Marie-Madeleine Compère et Boris Noguès

- 1 La direction occupe un lieu stratégique dans l'établissement scolaire : c'est son chef qui met principalement en œuvre les pratiques éducatives ; c'est lui seul qui peut mener une politique vis-à-vis des maîtres et des élèves de façon à infléchir des traditions et à façonner une culture. Tout l'art de la direction consiste à tirer parti de la liberté d'initiative, si faible soit-elle, conférée par l'institution. Dans cette délicate fonction, la personnalité de l'individu joue inévitablement un grand rôle.
- 2 Bien que les collèges de l'université de Paris aient constitué la matrice des collèges d'humanités aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, leur isolement dans un paysage institutionnel dominé par les congrégations enseignantes aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles a occulté leur rôle fondateur et contribué à la méconnaissance de leur histoire. L'expulsion des jésuites les projette cependant de nouveau sur le devant de la scène éducative à la fin de l'Ancien Régime. En dessinant le profil sociologique et la pratique d'un groupe placé à la tête d'établissements qui serviront de références, implicites ou explicites, aux institutions créées postérieurement, l'étude éclaire ainsi la genèse d'une profession qui intéresse l'histoire nationale de l'enseignement secondaire.
- 3 Créés la plupart en plein Moyen Âge, les collèges de l'université de Paris se sont construits au fil du temps en développant, sans l'intervention de pouvoirs externes, de nouvelles fonctions éducatives. La mise en place de la « pédagogie » aux côtés de la communauté des boursiers a abouti à l'association de trois entités interdépendantes : un collège fondé, une entreprise privée d'éducation et un corps d'enseignants. Ces trois entités, présentes dans l'établissement au ^{xvi}^e siècle, subsistent jusqu'à la fin de l'Ancien Régime et chacune d'elles garde une certaine autonomie.

- 4 Si la direction de l'ensemble tend à être assumée par un seul individu, le principal, celui-ci a du s'imposer progressivement à l'issue de combats menés contre le pouvoir des groupes qui le précédaient, boursiers et professeurs. Seule autorité susceptible de fédérer les éléments constitutifs de l'établissement, il a exercé sa fonction dans la tension permanente générée par l'inertie institutionnelle et l'opposition de ceux qui en tiraient profit. Dans le collège universitaire, en effet, le principal n'acquiert pas de statut précisément défini de chef d'établissement. Ni l'université ni la monarchie ne parviennent à uniformiser des principes de fonctionnement qui restent hétéroclites de collège à collège. Dans l'incertitude relative des règles administratives, la légitimité officielle pèse peu par rapport à l'*aura* personnelle : le principal gouverne sans régner. La grande diversité des situations et la recherche continue d'adaptation des structures qui résultent de cette longue histoire mettent particulièrement en lumière les enjeux qui se nouent autour de la fonction centrale de principal.

I. Un principal issu de genèses multiples

- 5 On cherchera, en premier lieu, à définir la fonction du principal d'un collège de l'université de Paris, aussi bien dans les aspects juridiques de ses attributions que dans son poids symbolique au sein de l'institution universitaire.

1. Principal du collège fondé et maître de la pédagogie

- 6 Les collèges de l'université de Paris, fondés la plupart au XIV^e siècle, instituent des communautés de boursiers, regroupant les étudiants par niveau d'études : communautés d'étudiants gradués (théologiens dans leur grande majorité), communautés artiennes (étudiants suivant le cursus des arts ou de philosophie), les seules qui soient communes à tous les collèges, communautés grammairiennes. Ces dernières, à l'origine, se distinguent des communautés artiennes seulement dans le collège de Navarre et l'obscur collège de l'Ave Maria. Rappelons d'abord les quelques principes qui président au fonctionnement institutionnel des collèges de boursiers. Nommés par un supérieur majeur désigné par le fondateur, les boursiers appartiennent à une même nation, au sens universitaire du terme. La plupart des bourses étant soumises à des conditions d'origine géographique, une instance locale participe à la désignation, soit pleinement – elle se confond alors avec le supérieur majeur –, soit au titre d'un droit de présentation, le nominateur (ou collateur) étant parisien. Le collège est placé également sous le contrôle d'une instance parisienne (qui peut être le nominateur lui-même quand il est parisien, ou une autre instance), chargée de vérifier l'observance des statuts qui règlent chaque communauté.
- 7 La vie commune se traduit par des obligations mutuelles. Parmi les boursiers, des « officiers » (principal, procureur, chapelain) sont chargés de responsabilités spécifiques et durables. Dans les communautés d'étudiants gradués, le principal (significativement appelé prieur) est « *primus inter pares* », jouissant de prérogatives avant tout symboliques. En revanche, le principal qui est placé à la tête des communautés de non gradués (grammairiens et artiens) exerce une autorité sur eux dans des termes définis précisément. Le rôle du principal des artiens, selon les statuts originels, est analogue dans tous les collèges : il doit veiller sur les boursiers, sur leurs mœurs et leurs études. Prenons par exemple les statuts du collège de Beauvais,

promulgués en 1370 au nom du fondateur, l'évêque Jean de Dormans : « Nous ordonnons, créons et fondons dans notre maison un maître (*magister*) et un sous-maître (*submonitor*) perpétuels qui sachent, doivent et même soient obligés d'instruire (*instruere*) et d'enseigner (*docere*) fidèlement et avec soin nosdits douze boursiers, présents et à venir, en grammaire positive, selon les règles et par principes. Nous voulons et nous recommandons particulièrement qu'on les prenne et choisisse bons et suffisants de façon qu'ils sachent et puissent prendre un soin attentif de nosdits écoliers, qu'ils aient une affection spéciale à les polir (*erudire*) en mœurs et savoir (*doctrina*) tant qu'ils seront dans ladite maison »¹. Pour cet office, le principal reçoit une bourse dont le montant est fixé dans les statuts (en général, elle équivaut à deux bourses artiennes, ou à une bourse théologienne, quand le collège comporte des boursiers théologiens).

- 8 Si les statuts prévoient l'ouverture de la communauté à des hôtes externes, l'autorité du principal s'étend sur eux également. Le développement de la « pédagogie », pensionnat d'élèves payants, à l'intérieur des collèges apparaît donc à première vue comme une simple extension de la communauté des boursiers, le principal d'un collège étant d'abord le maître des boursiers. C'est effectivement un processus de ce type qui se produit dans le collège de Navarre : là, la communauté des grammairiens a gardé son unité, comme l'explique l'historien du collège quand il situe au début du xv^e siècle, sous le principalat de Pierre Paroisse, l'introduction des pensionnaires payants, qu'il appelle externes : « Il n'y avait aucune différence entre les boursiers (*domestici*) et les pensionnaires (*extranei*), en dehors du fait que les boursiers vivaient aux frais du collège et les pensionnaires à leurs propres frais : leur logis était commun, leurs maîtres étaient communs, leur éducation commune »².
- 9 Mais l'examen attentif du phénomène montre que cette transition directe n'est pas la plus commune. Dans la plupart des collèges, les boursiers, seuls soumis aux statuts, restent confinés dans des chambres et sous des modalités fixées par règlement (à chaque chambre correspond un nombre déterminé de boursiers et d'occupants non statutaires). Comme les communautés de boursiers sont collectivement propriétaires du patrimoine du collège, elles peuvent louer à un principal, ou maître de la pédagogie, les locaux restés disponibles dans lesquels celui-ci installe les pensionnaires et organise l'enseignement ou exercice. C'est par un acte privé, signé chez le notaire, que sont régies les relations entre cette pédagogie et le collège fondé et que sont précisés les droits et les devoirs du principal ainsi engagé. Les baux de pédagogie, encore insuffisamment découverts et exploités, constituent ainsi une source inestimable sur la naissance et le développement des collèges d'humanités parisiens³.
- 10 L'existence d'un collège de boursiers n'est cependant pas nécessaire au développement d'une pédagogie : les collèges de Sainte-Barbe ou de Coqueret, illustres collèges d'humanités au xvi^e siècle, sont au départ, du moins pour Sainte-Barbe, des établissements purement privés. Pierre Galland (1510-1559), nommé en 1541 principal de Boncourt, collège fondé, entreprend à son compte des travaux d'une telle ampleur que la famille Galland, ne recevant pas d'opposition de la part des boursiers, peut se considérer, et agit effectivement, comme propriétaire du collège.
- 11 La dualité des deux entités, collège et pédagogie, cette dernière divisible de plus entre pensionnat et exercice, reste inhérente à la charge de principal, comme l'expose encore clairement Étienne Jacquin, principal du collège de La Marche de 1760 à 1771, à l'occasion d'une contestation soulevée par les boursiers du collège : « Dans un collège

de plein exercice, le principal appartient autant à l'université qu'au collège. S'il est le maître des boursiers et le premier officier du corps collégial, il est en même temps le chef des professeurs et le modérateur des études publiques »⁴. La Marche a gardé son organisation médiévale et peut apparaître alors comme archaïque, mais dans le Louis-le-Grand rénové après l'expulsion des jésuites, le règlement pour les exercices intérieurs du collège exprime la même double polarité : « L'office de principal a deux rapports : le premier a pour objet l'instruction publique, les classes et tous les exercices classiques dont il est l'inspecteur. Ses devoirs à cet égard sont réglés par les décrets et usages de l'Université. [...] Le second rapport de l'office de principal a pour objet le gouvernement de l'intérieur du collège, c'est-à-dire des maîtres particuliers préposés à l'éducation de la jeunesse et des écoliers, soit pensionnaires, soit boursiers, qui la composent »⁵.

2. Vers le chef d'établissement

- 12 Cette dualité entraîne des conflits au cours desquels s'affine progressivement le profil du principal moderne. Avec l'explosion des effectifs scolaires et l'importance symboliquement croissante du cursus de grammaire lesté des nouveaux savoirs humanistes (le fameux « *modus parisiensis* »), la nouvelle fonction de principal qui, en tant que responsable de l'enseignement, recrute les régents et assoit la réputation du collège, gagne du poids au XVI^e siècle par rapport aux pouvoirs mis en place par les fondateurs.
- 13 On peut distinguer deux étapes, ou deux degrés, dans l'évolution du statut de principal. La première aboutit à l'institution de ce qu'on appelle aujourd'hui le chef d'établissement (bien que ni ce mot ni un autre ayant le même sens ne soit alors employé) : à l'intérieur d'un collège s'exerce l'autorité d'un seul individu, le principal de l'exercice se confondant avec celui des boursiers, ou l'emportant sur lui au cas où il est maintenu. Cette évolution se réalise progressivement au cours de notre période. La seconde touche à l'identité institutionnelle de ce chef d'établissement : conditions requises pour être nommé, unicité de l'instance nominatrice au niveau de l'université. Là-dessus, les mesures prises restent partielles, dessinant en filigrane seulement le profil d'un principal nouveau.
- 14 Les collèges qui instituent un principal comme chef incontestable facilitent la transition du collège fondé au collège d'humanités. On retrouve là encore Navarre, plus précisément sa communauté grammairienne : le supérieur majeur, nominateur du principal, du sous-principal et des boursiers de chaque communauté, est le roi lui-même qui délègue cette fonction par brevet à un « grand proviseur », ou « superintendant » (c'est généralement son confesseur ou son premier aumônier) ; l'égalité des boursiers et des officiers dans leur soumission à ce supérieur majeur, la qualité royale de celui-ci font de Navarre un prototype de l'établissement moderne.
- 15 Les collèges fondés ou rénovés au XVI^e siècle intègrent les nouvelles fonctions dans leurs règles administratives et font également du principal des boursiers un véritable chef d'établissement. Dans le Montaigu refondé par Standonck qui le dirige de 1483 à 1504, le « père des pauvres », équivalent du principal des artiens ailleurs, est chef à la fois de la communauté des boursiers et du collège dans sa totalité. Dans le collège du Mans, institué en 1526, le principal dirige le collège (*gymnasium*), même s'il est désigné par les boursiers : sa tâche consiste à faire « fleurir l'exercice sous des régents (*regentes*)

et des professeurs (*praeceptores*) habiles, tant en grammaire qu'en dialectique » ; il reçoit par concordat une somme globale et la jouissance de locaux déterminés et doit en contrepartie reverser leurs bourses aux boursiers⁶. Dans le collège des Grassins, fondé en 1569 comme collège d'humanités également, le principal, nommé par l'archevêque de Sens sur proposition de l'université, n'est soumis au contrôle que de celle-ci, les boursiers étant dénués de tout pouvoir.

- 16 Dans les collèges encore plus tardivement organisés, l'autorité du principal à l'intérieur du collège s'exerce aussi sans contestation possible venant de l'intérieur de l'établissement. Le collège du Plessis, restauré en 1646, assume l'héritage du collège de Calvi qui avait été créé par la Sorbonne en son propre sein et qui a été supprimé du fait de la reconstruction de celle-ci par Richelieu en 1626. Les héritiers du ministre, contraints à sa mort d'achever la réalisation des projets en cours, préfèrent verser à la Sorbonne un capital (225 000 livres) avec lequel elle mènera à terme la construction de ses propres bâtiments et fera reconstruire un collège remplaçant Calvi. L'abbé de Marmoutiers, supérieur majeur du Plessis, étant alors un membre de la famille de Richelieu, la décision est prise de faire de ce collège l'héritier de Calvi plutôt que d'édifier un bâtiment neuf. Comme le principal de Calvi était étroitement soumis au contrôle de la Sorbonne qui le nommait et faisait régulièrement inspecter le collège par des députés, des dispositions analogues sont prises pour le Plessis⁷. L'excellente réputation immédiatement acquise par ce collège pousse les exécuteurs testamentaires de Mazarin à imiter cette administration pour le collège qu'il a fondé : c'est aussi la Sorbonne qui nomme le principal de ce collège (également appelé collège des Quatre Nations), ainsi que le procureur et le bibliothécaire, et qui veille à la bonne tenue de l'enseignement une fois le collège ouvert (1688).
- 17 Dans cette affirmation de l'unicité de l'autorité à l'intérieur du collège se rejoignent les volontés de la monarchie, de l'université et du Parlement. L'ordonnance de Blois de 1579 interdit au principal d'un collège fondé d'affirmer la charge de principal de l'exercice, comme si c'était lui qui en disposait⁸. L'ordonnance est alléguée désormais dans les décisions de justice qui vont toutes en faveur de l'unicité du principalat, en particulier à l'encontre des boursiers, nostalgiques du temps où la nomination, donc la destitution du principal de l'exercice, étaient entre leurs mains. Quand les boursiers disposent toujours de cette nomination, ils élisent généralement celui qui est déjà principal des boursiers, évitant ainsi la dualité des personnes à la direction du collège. Bien des contrats de ce type continuent à être conclus dans la première moitié du XVII^e siècle. Mais cette solution de circonstance ne résout pas la question de fond. En cas de conflit, la situation se bloque. Les principaux les moins combatifs démissionnent, et plusieurs principaux se succèdent alors à un rythme rapide.
- 18 Quand le nominateur des boursiers détient l'office suprême du collège tout en étant le principal de l'exercice, les conflits ont particulièrement du mal à trouver une issue puisque, selon le cadre institutionnel dans lequel on se place, les boursiers sont dépendants, égaux ou supérieurs par rapport à ce personnage. Parmi les neuf collèges où subsiste l'exercice après 1630, c'est le cas d'Harcourt, où cet officier est appelé proviseur, et du Cardinal-Lemoine, où il est appelé grand maître. Pour autant, les deux collèges obéissent à des règles différentes : le proviseur d'Harcourt, choisi par une partie des boursiers théologiens, s'est attribué la nomination du principal de l'exercice, alors qu'au Cardinal-Lemoine, le grand maître est nommé par l'archevêque de Paris, le choix du principal de l'exercice étant revendiqué par les boursiers.

- 19 Le déroulement des conflits au Cardinal-Lemoine servira d'exemple. En 1655, les boursiers engagent une procédure au Parlement pour destituer de la principalité de l'exercice le grand maître Philippe Pourcel avec lequel ils ont passé un contrat perpétuel de principalité en 1647⁹, sous le prétexte que le collège n'est pas bien tenu. Dans un premier *factum*¹⁰, Pourcel incrimine d'abord la conjoncture défavorable : la guerre en Picardie, nation à laquelle le collège est attaché, qui a « empêché cette province de fournir des écoliers et des pensionnaires » ; les révoltes des boursiers, qui discréditent le collège. Mais l'argument de fond tient à la nécessité d'une autorité unique et durable à la tête d'un établissement. « Il y a grand péril à ne pas laisser la principauté perpétuelle et ne pas la laisser unie à la grande maîtrise : 1 Nul honnête homme ne se voudrait engager pour quatre ans, ni de bons régents à lui. 2 La dépendance de dix-huit jeunes boursiers, insupportable à tout homme de mérite. 3 Le fréquent changement de principaux est la ruine d'un collège. 4 Ce serait établir deux supérieurs, ce qui ne ferait que causer du trouble et de la division ». Il ajoute un dernier argument financier. À l'occasion d'un nouveau différend, Pourcel élargit les termes du débat : « Les poursuites que font au Parlement les boursiers du collège du Cardinal-Lemoine à ce que Me Philippe Pourcel, grand maître de ce collège, soit dépossédé de la charge de principal comme incompatible avec la sienne, ne sont pas seulement ruineuses à la discipline de ce collège mais au bon ordre de tous les autres de l'université qui sont gouvernés ou par des grands maîtres ou par des principaux en chef. Ces poursuites tendent à renouveler un abus et désordre qui a été aboli par le Parlement et par les États de Blois, de bailler les collèges à louage [...] ». Il allègue l'ordonnance du 7 janvier 1549 promulguée par les députés de l'évêque de Lisieux et de l'abbé de Fécamp, fondateurs du collège de Lisieux, selon laquelle le principal ne serait destitué que par eux-mêmes, ainsi que l'union des deux postes de grand maître et de principal, décrétée en 1589 à l'égard du Plessis¹¹. C'est Pourcel qui obtient gain de cause, cumulant jusqu'à sa mort tardive (1676) les mêmes deux postes.
- 20 En 1726, l'union des deux postes au Cardinal-Lemoine est entérinée par arrêt du Conseil¹². Entre temps, la même union est promulguée à Harcourt, à la suite d'un conflit opposant les boursiers à Jean de La Brière de Louvancy, proviseur de 1701 à 1713 : les commissaires du Parlement, Edme Pirot, chancelier de Notre-Dame et de l'université, et Edme Pourchot, syndic de l'université, publient en 1703 un règlement général qui, entre autres mesures, attribue les fonctions de principal de l'exercice au proviseur¹³. À Navarre aussi, une réforme aboutit au XVIII^e siècle à l'unicité du principal : un seul principal est substitué en 1752 aux deux maîtres des communautés grammairienne et artienne institués par la fondation, les pensionnaires et les boursiers des deux communautés étant rassemblés dans un bâtiment commun nouvellement édifié¹⁴. Les mesures prises par l'État monarchique, on le voit, visent toutes à instituer dans chaque collège un unique chef d'établissement.
- 21 Les conflits suscités par les boursiers à propos de la nomination du principal ont donné lieu à une abondante production documentaire qui laisse croire à son importance objective. Mais, alors que le nombre des collèges où l'on enseigne la grammaire atteint la vingtaine vers le milieu du XVI^e siècle, la plupart de ceux qui sont restés fidèles à la lettre des statuts médiévaux ont fini par abandonner l'exercice. Seuls quatre collèges étaient encore susceptibles de tels conflits après 1630 (Cardinal-Lemoine, Harcourt, La Marche, Lisieux) et dans les deux premiers, comme on l'a vu, une réforme a abouti dans la première moitié du XVIII^e siècle. La réforme non faite à propos de la principalité est

donc moins l'abolition des règles médiévales que l'unification des procédures de nomination. Pourtant la conscience de sa nécessité est précoce. Gabriel Dabes, docteur de Sorbonne, ancien professeur de philosophie au collège de La Marche, qui soumet à Richelieu un projet de réforme de l'université insiste dans ses propositions sur le poste de principal, et avant tout, sur le choix de celui-ci « pour ce qu'il est visible qu'en toutes sortes de corps, le choix du chef, qui doit savoir obéir et commander ensemble, importe incomparablement plus que celui des membres qui ne doivent qu'obéir seulement »¹⁵. Il propose de libérer ce choix des contraintes géographiques imposées par les statuts et, surtout, de le confier à l'université : « Il est nécessaire de les changer [les statuts des collèges] en ce qui concerne les supérieurs, de qui on ne doit limiter ni restreindre le choix par le lieu de la naissance, mais seulement par le mérite et la vertu, dont l'université ait le jugement entier, avec le plein pouvoir d'élire celui qu'elle trouvera le plus propre, comme étant juge compétent de ses membres, et d'autant moins suspecte de corruption ou de faveur que le grand nombre de ses suppôts, étant déjà pleinement informés du mérite des prétendants, sera moins facile à gagner ou à surprendre que l'esprit d'une seule ou de peu de personnes qui, vivant d'ordinaire loin de l'université, ne peuvent juger de ceux qui lui sont propres »¹⁶.

- 22 Dans un projet de réforme de l'université rédigé en 1721 sous l'égide du Parlement, le poste de principal est de nouveau pointé comme pierre angulaire de tout l'édifice : « Sans un bon principal, l'habileté et l'exactitude des professeurs deviennent inutiles, non seulement à cause du peu d'auditeurs qu'ils auront, mais encore par le dérèglement que la négligence d'un principal inappliqué produit : c'est ce que l'expérience ne prouve que trop »¹⁷. Là aussi, on propose de soustraire la principalité de l'exercice aux contraintes de la fondation. Quelle instance nommerait le principal, sachant que « la plupart de ceux qui nomment les principaux sont du clergé : connaissant peu l'université, ils sont trompés dans leur choix » ? Les réformateurs suggèrent que les régents du collège proposent trois sujets entre lesquels choisirait un conseil désigné par le roi. On trouve une proposition analogue dans les papiers de Jérôme Besoigne, vice-principal du Plessis, écarté de la principalité pour jansénisme en 1726, à cette différence près que, chez Besoigne, c'est le tribunal du recteur qui nommerait¹⁸.
- 23 Dans les deux collèges tardivement institués, Plessis et Mazarin, le principal n'a plus aucun lien avec la fondation : ce n'est cependant pas l'université qui le nomme, mais la Sorbonne. On l'a vu, dans la décision prise pour le Plessis, le poids de la conjoncture qui s'offrait avec la fermeture de Calvi a été décisive. La Sorbonne représente alors au moins autant le groupe universitaire le plus exigeant intellectuellement dans le recrutement de ses membres que le collège le plus éminent des docteurs en théologie. Mais, en conséquence, les deux collèges les plus importants sont désormais tenus obligatoirement par des docteurs en théologie, ce qui conforte l'image sacerdotale du principalat.
- 24 La tutelle administrative sur tous les établissements, incluant la nomination des principaux, ne pourrait-elle pas effectivement être exercée par l'université, corporation indépendante ? L'ordonnance de Blois institue le recteur de l'université comme arbitre de tous les conflits susceptibles d'éclater à l'intérieur d'un collège¹⁹. Les statuts de l'université promulgués en 1598-1601 renouvellent ces prescriptions, obligeant le recteur à visiter annuellement les collèges, accompagné des représentants

des quatre nations. Le recteur tente de jouer son rôle, multipliant les visites dans les collèges en proie aux conflits, et édictant des ordonnances.

- 25 Mais on observe que ses décisions restent lettre morte tant qu'elles n'ont pas été homologuées au Parlement. Et même, dans les cas plus graves, c'est le Parlement qui constitue des commissions, composées en partie d'universitaires, dont il retient les avis dans ses arrêts. Au-delà de l'université, la force de la loi appartient donc au Parlement. La logique parlementaire triomphe avec la réforme de Louis-le-Grand après 1763 : c'est le bureau d'administration du collège qui nomme le principal (ainsi que le grand maître temporel, chargé d'exécuter les décisions de gestion prises par le bureau) où sont rassemblés tous les boursiers des collèges restés sans exercice. À la fin de l'Ancien Régime, s'esquisse donc une réforme, mais sous l'égide du Parlement, l'université de Paris n'ayant pas pu ou su se réformer elle-même.

II. Qui sont les principaux ?

- 26 La sociologie du corps de direction illustre bien la difficile émergence de la profession de principal. Dans une perspective prosopographique, les résultats qui suivent s'appuient sur le recensement le plus complet possible des hommes qui exercèrent la direction pédagogique d'un collège d'exercice ou grand collège (par opposition au petit collège, resté sans exercice). Faute de sources, il n'a pas été possible d'établir la liste exhaustive de tous les chefs d'établissement parisiens du XVI^e siècle à la Révolution : cent quatre-vingt-treize individus repérés, mais il a semblé préférable de limiter l'analyse statistique aux cent cinquante-neuf principaux qui ont exercé aux XVII^e et XVIII^e siècles et dont la liste figure en annexe. Le groupe de leurs prédécesseurs est en effet hétérogène, mal renseigné et pèse finalement peu dans l'analyse statistique. Surtout, le collège humaniste est encore en phase de formation au XVI^e siècle et la diversité est alors extrême. L'identité de la presque totalité des principaux exerçant après 1600 est connue et seuls quelques-uns des principaux les plus éphémères ont pu échapper à l'analyse.

1. Une population homogène

- 27 Même avancée dans les textes, la réforme qui consistait à séparer de la fondation la fonction de principal de l'exercice s'est difficilement imposée dans la pratique. On ne peut malheureusement pas, faute de sources adéquates, détecter tous les anciens boursiers parmi les principaux. Parmi ceux qui exercent après 1600, vingt et un individus (13,2 %) ont assurément bénéficié d'une bourse. Si une telle proportion paraît faible, il convient de souligner les difficultés d'un repérage systématique : avec des sources comparables, la part des boursiers attestés n'est que de 6 % parmi les enseignants²⁰.
- 28 À défaut d'une démonstration claire et nette, la part importante des anciens boursiers parmi les principaux peut se déduire des origines géographiques. Une comparaison avec le recrutement de la faculté des arts dans son ensemble est instructive. Les indications les plus fréquentes fournies sur ses membres par les archives de l'université concernent la nation (au sens universitaire du terme)²¹. Dans l'ensemble, la répartition des principaux par nation est conforme à l'aire de recrutement de la faculté des arts de Paris (qui comprend professeurs, bacheliers des facultés supérieures, principaux et

émérites) telle qu'elle se présente au fil de recensements disponibles pour le XVIII^e siècle. La Picardie paraît légèrement sous-représentée chez les principaux, ce qui s'explique sans doute par la disparition totale des archives de cette nation. L'importance relative de la Normandie ne doit pas surprendre, car le phénomène inverse a pu jouer : les collèges de Normands sont bien connus.

Origines nationales des principaux comparées à celles des membres de la faculté des arts

	France	Normandie	Picardie	Allemagne	nb total
1699 ²²	46 %	40,0 %	14,0 %	0 %	109
Vers 1732 ²³	31 %	33,5 %	25,5 %	10 %	239
1786 ²⁴	49 %	25,0%	21,0 %	3%	180
Principaux postérieurs à 1600 dont l'origine géographique est connue.	45 %	36,0 %	15,0 %	3 %	84

- 29 Quand on descend au niveau du diocèse, les distorsions entre les deux populations apparaissent. Au sein de la vaste nation française, Paris regroupe 14 % des principaux, le Nord-Est (Champagne et Bourgogne) 17 % et tous les autres diocèses 14 %. On observe ainsi chez les principaux une faiblesse relative de Paris et des diocèses du Sud. La capitale en particulier n'apparaît pas comme un vivier important du personnel d'encadrement par rapport aux professeurs qui, pour un tiers d'entre eux, sont Parisiens²⁵. En revanche, une aire privilégiée se dessine à sa périphérie. Elle recoupe les riches régions qui ont fourni les plus nombreuses fondations médiévales et correspond précisément à la géographie des bourses à l'époque moderne²⁶.
- 30 Dans cette perspective, le nombre élevé de Normands prend tout son sens. Cette nation contrôle en effet deux collèges (Harcourt et Lisieux) qui ont conservé un mode traditionnel de recrutement du principal²⁷. Au collège d'Harcourt, vingt-deux des vingt-cinq principaux connus viennent de Normandie. Lisieux se conforme aussi à ce modèle puisque tous ses principaux sont, à notre connaissance, normands. Parallèlement aux collèges normands, les collèges de Beauvais et du Cardinal-Lemoine recrutent exclusivement dans la circonscription de Picardie à une exception près, Charles Rollin (Parisien qui dirigea le collège de Beauvais). Si quelques personnalités brillantes et incontestables ont pu échapper à cette logique, il existe bien dans les collèges « normands » et « picards » une corrélation étroite entre les origines du principal et son recrutement. La persistance d'une filière régionale est incontestable dans ces quatre cas. Au-delà, les autres établissements privilégient manifestement les anciens boursiers puisque les origines géographiques des principaux des collèges d'exercice restent conformes à la carte dessinée par les fondations de bourses. La pesanteur institutionnelle, perpétuant les trajectoires traditionnelles, a empêché tout autre vivier de se développer.
- 31 Les origines familiales restent mal connues mais les exemples disponibles montrent que les principaux sont majoritairement issus des strates intermédiaires ou supérieures de la société. L'hypothèse selon laquelle les principaux sont très souvent d'anciens

boursiers ne contredit pas cette affirmation : le critère de pauvreté est très relatif dans l'attribution des bourses, même si les principaux qui appartiennent aux couches sociales les plus basses sont assurément d'anciens boursiers. Il en est ainsi du célèbre Rollin (1661-1741), fils d'un artisan parisien, qui a pu étudier grâce à la bienveillance d'un religieux qui avait remarqué ses aptitudes²⁸. Et si les exemples de ce type sont volontiers mis en avant, tels celui de Jean Vittemment (1655-1731), « de famille obscure », de Jean Tarin (1586-1666), fils de vigneron, ou de Charles Huré (1639-1717), fils de laboureur, sont-ils pour autant significatifs ? Les groupes dans lesquels se recrute la profession appartiennent plutôt à l'office, à la bourgeoisie des talents ou du commerce. Jérôme Besoigne (1686-1763) est ainsi issu d'une famille d'héraldistes et de libraires, Denis Bérardier (1729-1794) est fils d'un négociant de Quimper, Jean Charles Romet (1755- ?) fils d'un marchand drapier de Mortagne. De même, au décès de Charles Vray en 1751, apparaissent deux neveux dont l'un est professeur dans l'université de Paris, l'autre contrôleur ambulant des fermes générales du roi²⁹. Pierre Duval (†1797) a un parent avocat au Parlement de Paris³⁰. La petite noblesse elle-même n'est pas absente³¹. L'élite du monde rural et de la plèbe urbaine, les petites oligarchies locales, la bourgeoisie moyenne et l'office alimentent ainsi ce corps³².

- 32 L'examen du collège de formation des futurs principaux signale le recrutement préférentiel des anciens élèves dans certains établissements. Sur trente et un cas renseignés, Harcourt est le collège où ont étudié les plus nombreux des principaux (onze), alors que le Plessis n'en aurait formé que quatre, Les Grassins, Montaigu et Navarre trois. Mais sur les onze anciens écoliers d'Harcourt, dix ont exercé le principalat dans ce même collège, un seul a été principal ailleurs. De plus, la corrélation entre le collège de formation et celui d'exercice est ici vérifiée dans l'autre sens : ces dix principaux ne laissent pratiquement aucune place aux éléments extérieurs. De tous les principaux dont le lieu d'étude est connu, Pierre Padet (1581-1665) constitue le seul élément extérieur : il a fait ses études aux Grassins et au Plessis, puis a enseigné la philosophie au collège d'Harcourt avant de le diriger et d'obtenir une chaire au Collège royal³³. C'est donc un élément brillant qui, de plus, n'est pas complètement étranger à Harcourt. En d'autres termes, les écoliers d'Harcourt n'essaient guère, mais les places de ce collège leur sont réservées. Le collège de Montaigu présente le même profil, mais moins significatif, puisque les trois principaux au parcours connu y ont fait leurs études. Alors que ce dernier établissement n'est pas réputé pour l'excellence de sa formation intellectuelle, la « prime » accordée à ceux qui ont déjà investi la place est donc aussi déterminante. Le poids des boursiers et des anciens élèves qui savent imposer les leurs à la tête de certains collèges reste ainsi sensible. À l'opposé, on trouve le collège de Mazarin, établissement récent dont les trois directeurs au cursus connu viennent de Beauvais, d'Harcourt et du Plessis. Il est vrai que le mode de désignation du grand maître ne laisse dans ce cas aucune place à des boursiers qui ne sont pas destinés, dans l'esprit de la fondation, à occuper les postes dans l'université de Paris³⁴.
- 33 La diversité des configurations administratives présentée plus haut trouve ici une illustration concrète. L'examen des origines géographiques et scolaires dessine en définitive deux grands types de collèges qui correspondent à l'inégale modernisation des structures. Les anciens établissements, comme Harcourt, restent fidèles à leurs statuts et à leurs traditions et conservent une forte identité régionale, renforcée par un recrutement interne presque exclusif. À l'inverse, les collèges neufs comme Mazarin ou plus tard Louis-le-Grand pratiquent une réelle ouverture, voulue par des administrateurs soucieux de privilégier les critères de compétence au-delà de toute

considération régionale. Entre les deux modèles présentés se situent les établissements où l'origine scolaire des principaux reste indéterminée ou qui, comme Beauvais, pratiquent une relative ouverture (sur cinq principaux dont on connaît les études, deux viennent de Beauvais, deux du Plessis, le dernier, boursier du Mans, avait dû fréquenter l'un ou l'autre).

- 34 Un grade universitaire supérieur à la maîtrise ès arts est attesté pour plus de la moitié de la population (57 %). La formation des futurs principaux est très homogène puisque tous sont diplômés en théologie. Parmi ces gradués, on compte un petit nombre de simples bacheliers (neuf individus, soit 10 % d'entre eux), alors que le reste se partage également entre licenciés (46 %) et docteurs (43 %). Ces deux derniers grades correspondent d'ailleurs à un même niveau de formation, le doctorat n'étant qu'un titre obtenu par les licenciés à l'issue d'une coûteuse cérémonie. Le niveau de qualification est donc ici particulièrement élevé et très spécialisé. À titre de comparaison, un grade supérieur à la maîtrise ès arts est attesté pour la moitié des professeurs : 3 % sont licenciés en théologie, 37 % bacheliers dans cette matière et 6 % sont diplômés en droit³⁵. La qualification en théologie apparaît bien comme un marqueur identitaire de la profession. Le doctorat en théologie est obligatoire pour être nommé à Mazarin et au Plessis ; il le devient à Louis-le-Grand en 1778³⁶. Qu'il soit explicitement exigé ou non, c'est manifestement une des conditions importantes de l'accès au principalat. Les longues années nécessaires à l'obtention d'un tel diplôme constituent un filtre intellectuel, mais aussi social, qui confirme les indices sociologiques relevés plus haut.
- 35 À cette spécialisation théologique correspond généralement la réception des ordres sacrés. Ceux-ci ne sont attestés que pour le tiers des principaux, mais il s'agit d'un sous-enregistrement. La plupart de ceux qui ont reçu les ordres sacrés y sont totalement engagés et ont atteint la prêtrise (75 %), alors que moins du tiers des professeurs sont dans ce cas. Ces derniers dépassent rarement le diaconat, preuve des réticences enseignantes à s'engager plus avant dans l'Église. Ici encore, les statuts qui exigent souvent la prêtrise pour accéder au principalat expliquent cette caractéristique. Mais la direction d'un établissement scolaire est aussi une forme d'engagement religieux que ne renieraient pas les inspireurs de la Réforme catholique. À côté des anciennes dispositions statutaires associant clerc et universitaire, il convient donc de laisser leur place aux nouvelles formes d'apostolat de l'Église tridentine et aux vocations qu'elles peuvent susciter³⁷. Tradition médiévale et Réforme catholique se rejoignent ainsi pour identifier les figures de prêtre et de principal. Du fait des différences radicales entre le prêtre médiéval et le pasteur du XVII^e siècle, la continuité est cependant plus apparente que réelle.
- 36 L'engagement intellectuel de ces hommes est naturellement marqué par leur formation théologique. Près de la moitié des principaux (soixante-huit sur cent cinquante-neuf) a laissé une trace de sa production littéraire³⁸. La fréquence des publications montre que ce groupe fait pleinement partie de l'élite culturelle de son temps et confirme la place dominante qu'occupe encore le clergé parmi les auteurs³⁹. Plus qu'un comptage sur les titres qui a paru peu significatif (certains auteurs prolifiques dans un domaine multiplient les publications de quelques pages), on a préféré classer les auteurs par spécialité dominante et par genre.

Distribution, par types de publication, des principaux qui ont publié

Genre :	Nombre d'auteurs :
Pièces de circonstance	21
Théologie, apologétique	16
Philosophie, sciences	11
Belles lettres, érudition	10
Administration éducative, éducation	4
Mélange des genres précédents	4
Autres	2
Total :	68

- 37 En tête viennent donc les producteurs de discours, auteurs de quelques sermons (Bossuet n'est pas loin), de panégyriques, de poèmes ou d'éloges, petites pièces de quelques pages à l'imitation de l'antique, rédigées le plus souvent en latin. Ces auteurs espèrent y gagner renommée et reconnaissance sociale ou s'inscrivent plus simplement dans une logique clientéliste⁴⁰. Cependant, comparée à l'importance écrasante qu'elle a chez les professeurs de rhétorique (les deux tiers des titres)⁴¹, ce type de littérature occupe une place limitée qui a de plus tendance à diminuer au XVIII^e siècle. La théologie, l'ecclésiologie et l'apologétique sont largement représentées dans cette production. De ce point de vue encore, les principaux marquent bien leur différence avec les professeurs de rhétorique, largement étrangers à la théologie, et affirment une identité propre, plus cléricale et marquée par leur formation théologique. Les productions relatives aux matières enseignées dans la faculté des arts se répartissent équitablement entre littérature et philosophie et sont le fait des anciens professeurs devenus principaux.
- 38 La querelle janséniste illustre encore les divergences entre le groupe des principaux et celui des professeurs. Vers 1730, la moitié des principaux auraient des sympathies jansénistes, contre seulement un quart des professeurs⁴². Quand une main anonyme dénonce les menées du « parti », elle précise que « Tous les gros bonnets du parti étaient au Parlement, c'est-à-dire messieurs Rollin, Dagoumer, Gibert etc. »⁴³. Le lendemain de cette visite, un pugilat éclate à l'assemblée de la faculté aux Mathurins et Coffin, Besoigne, Rollin et Dagoumer sont à nouveau désignés comme les premiers agitateurs⁴⁴. Par leur formation, leurs fonctions et leur situation parisienne, ces hommes sont au cœur du petit groupe qui relance la querelle au début du XVIII^e siècle⁴⁵. L'épuration entreprise par le cardinal de Fleury à partir de 1726, renforcée après la mort de Noailles (1729), reste inachevée : Rollin est certes démis de ses fonctions dès 1712, mais Coffin se maintient à Beauvais jusqu'à sa mort en 1749, tous deux sont élus recteurs, doyens de leur tribu au sein de leur nation... La querelle entretient ainsi un climat de division et de suspicion jusqu'à l'extinction de la génération dont la carrière a

débuté avant 1730. La sincérité de chacun est sans cesse examinée comme le montrent les adversaires de De Bacq, candidat en 1732 à la grande maîtrise du Cardinal-Lemoine, rappelant que « Le sieur De Bacq est très suspect en matière de doctrine et, quoiqu'il ait paru se soumettre à la constitution *Unigenitus* pour obtenir un visa à l'occasion de son bénéfice d'Amiens, il est cependant notoire qu'avant ce temps, il avait requis l'appel en l'université de Paris et que, depuis, il est toujours étroitement lié aux personnes les plus opposées aux décisions de l'Église ; il y en a des preuves toutes récentes »⁴⁶.

- 39 Il convient cependant de relativiser le poids de ces clivages et de se garder de suivre les témoins les plus engagés. Les opinions propres du principal ne modifient pas toujours sa pratique et le jansénisme de tel ou tel individu est rarement un critère de réussite ou d'échec à la tête d'un collège. De Beausse, principal des grammairiens de Navarre, exilé par lettre de cachet, semble bien avoir complètement déconsidéré et vidé son collège par son militantisme qui lui fait imposer à tous une austérité rigoureuse et choisir comme régents des jansénistes aussi extrémistes que lui⁴⁷. Mais Besoigne, Rollin ou Coffin, figures du parti, également victimes de la répression (Besoigne est exilé par lettre de cachet, Rollin démis, Coffin meurt sans sacrements), réussissent brillamment à la tête de leur collège et laissent à tous un excellent souvenir. Rollin reste le pédagogue du XVIII^e siècle le plus admiré et prouve son ouverture d'esprit en citant élogieusement les jésuites Bouhours et Jouvancy dès le discours préliminaire au *Traité des études*. De Bacq, considéré comme suspect en matière de doctrine, est quand même nommé à la tête du collège du Cardinal-Lemoine par l'archevêque de Paris.
- 40 L'absence de conflit interne à propos des Lumières relativise également la profondeur des fractures au sein de ce groupe. Les quelques anciens professeurs de philosophie qui rédigent des ouvrages scientifiques, en physique ou en mathématiques, apparaissent plus comme les héritiers de la tradition scientifique médiévale que comme les penseurs critiques de la société. Dès que sont abordées les questions politiques ou religieuses, l'indifférence ou l'hostilité dominant, mais peu de déchirements naissent⁴⁸. Dans ce relatif silence, les éléments les plus engagés sont les théologiens comme Ambroise Riballier, censeur royal et grand maître du collège de Mazarin de 1766 à 1784, très hostile aux philosophes. La mémoire du conflit janséniste, l'appartenance au clergé et la responsabilité d'établissements d'éducation expliquent certainement ce prudent unanimité. Le combat contre les Lumières semble finalement peu mobiliser ces hommes qui, comme philosophes, comme théologiens et comme éducateurs, se trouvaient pourtant en première ligne.
- 41 La Révolution révèle bien quelques divisions souterraines, mais l'analyse des comportements reste délicate, tant se mêlent aux considérations politiques et religieuses les intérêts et les ambitions de chacun. Ainsi Jean-Baptiste Forestier, vice-principal assermenté de Mazarin, qui dénonce les turpitudes supposées de son supérieur avant de le remplacer sans état d'âme, est manifestement animé par la simple ambition⁴⁹. Le serment constitutionnel partage le groupe en deux parties légèrement inégales : sur dix principaux en place en 1791, six sont réfractaires⁵⁰ et quatre sont assermentés⁵¹. Par rapport aux populations comparables, la part des premiers est donc plus forte que chez les professeurs (30 %) ⁵² et que chez les curés parisiens (52 %), mais ces derniers avaient été soumis à des pressions vives de la part des paroissiens patriotes. Elle est cependant plus faible que dans le clergé exerçant dans les séminaires (deux jureurs sur cinquante-cinq prêtres soumis au serment)⁵³.

- 42 Malgré la taille réduite du groupe considéré, toutes les prises de position peuvent s'y observer. Denis Bérardier, retiré en 1791, devient un farouche adversaire du serment contre lequel il publie plusieurs pamphlets, dont *L'Église constitutionnelle confondue par elle-même* et *Les principes de la foi sur le gouvernement de l'Église en opposition avec la constitution civile du clergé*, et représente bien le front du refus⁵⁴. À l'inverse, Nicolas-François Daireaux (1759-1836), licencié en théologie, neveu d'un ancien principal des Grassins et lui même chargé des boursiers d'Harcourt en 1791, s'engage avec enthousiasme en faveur de la Révolution. Il obtient la direction d'Harcourt en 1791. Trois ans plus tard, il se retire à Louviers, où il est administrateur de l'Hospice, juge, membre du directoire de l'Eure et fondateur de l'école centrale de ce département. De 1811 à 1815, il est de retour dans la capitale et y dirige le lycée Charlemagne. Il s'enflamme à nouveau pendant les Cent Jours pour être finalement suspendu de ses fonctions au retour du roi. Fidèle à ses engagements, il poursuit cependant une activité de publiciste en collaborant à des journaux comme *La Boussole*, *La Révolution*, *La Tribune*⁵⁵.
- 43 Dubertrand qui se maintient à la tête de Navarre jusqu'à sa mort, en 1794, propose en 1793 un compromis conciliant fidélité religieuse et nouvelles exigences civiques et représente finalement la voie moyenne : « Si la République voulait s'assurer du civisme de nos instructions, elle pourrait établir que, dans chaque chapelle de collège, il y aurait deux places d'honneur réservées à deux commissaires de section, qui auraient le droit d'assister aux offices. Ils seraient à portée d'assurer la République qu'on n'y présente aux enfants la religion de leurs pères dans ses rapports avec la société que comme une sanction ultérieure des lois sacrées de la morale, des lois de la République, de l'urbanité sociale et fraternelle »⁵⁶. En définitive, la Révolution ne suscite ni refus en bloc ni adhésion massive parmi les principaux. Mis à part l'hostilité dominante aux Lumières, il est difficile de dégager à partir des débats du XVIII^e siècle une communauté de convictions.

2. Les voies d'accès au principalat

- 44 L'âge moyen auquel les principaux entrent en fonction s'élève à quarante et un ans et suppose donc l'existence d'expériences et d'activités préalables⁵⁷. La distribution autour de cette moyenne est cependant assez lâche puisque l'écart type atteint dix ans, ce qui signifie qu'entre trente et cinquante ans, toute la plage des années actives est balayée. Les plus jeunes ont vingt-huit ou vingt-neuf ans lors de leur nomination, mais ce sont souvent de vieux boursiers, solidement implantés, qui ont déjà parcouru un cycle complet de théologie ou d'individus qui ont bénéficié de circonstances exceptionnelles. C'est le cas au collège du Cardinal-Lemoine quand, en 1676, au décès brutal du principal qui vient de prendre le poste, on appelle un des plus anciens boursiers, Piolé, qui assure l'intérim pendant quelques mois avant l'arrivée de Leullier⁵⁸. Cet exemple n'est cependant pas représentatif de la situation commune.
- 45 L'accès tardif à la direction d'un établissement pose la question d'une carrière antérieure. Pour plus de la moitié des individus (61 %), on ne connaît pas d'autre fonction que celle de principal, éventuellement de coadjuteur, de vice-principal ou de procureur du collège. Il s'agit plus ici d'une lacune de l'information que d'une réalité. En effet, l'examen des populations mieux connues montre que la part des anciens régents est supérieure à la moitié : au XVIII^e siècle, sur lequel la documentation est

moins lacunaire et étudiée de manière plus approfondie, un poste d'enseignant antérieur au principalat est attesté pour 52 % des individus. Parmi les membres de la nation de France entrés dans l'Université après 1660, les trois quarts des principaux ont été professeurs⁵⁹. L'analyse d'un autre groupe sur lesquels on dispose d'une bonne information apporte des conclusions similaires : si l'on retient les trente individus dont la date de naissance est connue, vingt-cinq ont été enseignants, soit 83,3 %. Les échantillons utilisés sont certes réduits, mais ces indices convergents sont significatifs d'une expérience majoritaire de l'enseignement.

- 46 Parmi les principaux pour lesquels on connaît une activité antérieure, vingt-huit ont été professeurs de philosophie, vingt-quatre de rhétorique, deux de grammaire, six sont simplement dits « professeurs », cinq ont enseigné la théologie et cinq ont été chapelains ou procureurs d'un collège. L'équilibre approximatif entre philosophes, à la formation théologique poussée, et professeurs de rhétorique qui sont souvent des régents chevronnés, semble dessiner deux filières de recrutement distinctes. Dans les deux cas, il s'agit de la frange supérieure du corps professoral, tant du point de vue du prestige que des compétences requises et du niveau de rémunération⁶⁰. Les grammairiens, qui régendent dans les « basses classes », n'ont que peu de chances d'accéder directement au principalat. Ils doivent d'abord avoir fait leurs preuves par une promotion aux niveaux supérieurs de la rhétorique ou de la philosophie.
- 47 D'une manière générale, les anciens professeurs de classes d'humanités devenus principaux étaient des enseignants reconnus. Rollin, appelé à diriger Beauvais après avoir été remarqué pour ses qualités pédagogiques, n'est pas un cas isolé. Nombreux sont les chefs d'établissement qui sont gratifiés du qualificatif de « célèbre professeur d'humanités » dans les annuaires publiés ou les archives universitaires⁶¹. Ils sont aussi souvent appelés à participer aux jurys d'examen du baccalauréat ès arts⁶² ou de l'agrégation⁶³.
- 48 Le cas des anciens professeurs de philosophie est plus complexe. Assurer les deux ans du cours de philosophie est alors une condition pour être admis comme *socius* de la Sorbonne : les postulants expédiaient ce pensum. Quand de jeunes maîtres ès arts choisissent d'enseigner dans des collèges de boursiers restés sans exercice, on peut penser que leurs cours de philosophie n'ont pas grand chose à voir avec l'enseignement qui se pratiquait dans les classes des grands collèges. Mais la durée moyenne de l'activité enseignante des professeurs de philosophie devenus principaux dépasse quinze ans, ce qui interdit toute identification majoritaire avec ceux qui visent la Sorbonne. Parmi les principaux étudiés ici, la moitié au moins ont exercé dans des établissements réputés et sont donc de véritables enseignants. Paul Hamelin (1710-1777) qui enseigne la philosophie pendant neuf années à Mazarin (1741-1749) avant de diriger le collège de Beauvais (1749-1764)⁶⁴, ou Pierre Duval, professeur à Harcourt de 1757 à 1779, qui prend ensuite la tête de cet établissement⁶⁵ illustrent parfaitement ce modèle. On peut noter qu'aucun des deux ne paraît avoir obtenu le doctorat en théologie.
- 49 À l'inverse, une dizaine d'individus (sur vingt-huit) choisissent de suivre la « voie théologique » jusqu'à la licence. C'est le cas de Louis Gabriel de la Neuville qui entre en 1763 dans l'Université pour enseigner la philosophie au petit collège de Laon ; il poursuit ses études de théologie et obtient le doctorat en 1771. Dès 1769, il est coadjuteur du collège des Grassins qu'il dirige de 1771 à la Révolution. Même parcours pour Louis-François Regnard (1737- ?) qui enseigne en 1760 aussi au collège de Laon

avant d'accéder à la direction du collège de Montaigu en 1766 (il a obtenu le doctorat à une date inconnue, avant 1775). Si, dans ces deux derniers cas, l'ascension est particulièrement rapide puisque La Neuville est principal à trente-deux ans et Regnard à vingt-neuf⁶⁶, la licence en théologie est toujours un facteur d'accélération dans la nomination au poste de principal.

- 50 Ainsi, l'opposition entre les différents types de carrières ne sépare pas tant les philosophes des humanistes, mais plutôt les enseignants qui ont exercé dix à vingt ans et acquis dans cette expérience une solide réputation de pédagogue et ceux qui n'ont régenté que deux ans avant d'entamer un cursus de théologie. Ce dernier groupe reste cependant très minoritaire. Il convient de retenir que le corps de direction des collèges est essentiellement alimenté par des hommes qui ont plusieurs années d'enseignement derrière eux, en philosophie comme en rhétorique.
- 51 Le dossier constitué en 1732 pour choisir le grand-maître du collège du Cardinal-Lemoine, dont l'archevêque de Paris est nominateur, offre quelques exemples des trajectoires par lesquelles on accède au principalat. Il s'agit de désigner un successeur à Leullier, alors moribond. Antoine De Bacq, coadjuteur et postulant à la succession, semble bien placé. Mais un de ses adversaires nous apprend que « le Sieur De Bacq est pourvu de la chancellerie de l'Église d'Amiens, bénéfice de deux mille livres de rentes et qui demande résidence, d'où résulte une incompatibilité avec la place de grand maître du collège »⁶⁷. Un autre candidat, Léonard André Enguehard, argue de ce qu'il est « le plus ancien demeurant dans la maison qui y a passé tous les degrés et a toujours fait beaucoup d'honneur à notre collège »⁶⁸. Il n'accepte de se retirer de la compétition qu'à condition d'obtenir un bénéfice équivalent au principalat⁶⁹. Charles Le Clercq, prêtre du diocèse d'Amiens et licencié en théologie, neveu de Leullier, est défendu par un autre de ses oncles : « Il a été élevé dans le collège, il en a les vœux pour être successeur de mon frère et a rempli pendant sa maladie toutes les fonctions des charges dont mon frère était revêtu »⁷⁰. Jean-Noël Gaillande, principal du collège du Plessis, propose, à la demande de l'archevêque de Paris, deux noms : « Regnault, prêtre du diocèse d'Amiens, docteur en théologie, ci-devant vicaire de Saint Louis en l'île, principal de Boncour et directeur des religieuses du monastère de la Visitation » ou « Salmon, second de notre société [la Sorbonne], sous-principal du collège de Mazarin », qui « a été élevé dans ce collège où il a été boursier avant de venir en Sorbonne »⁷¹. À travers les cinq exemples de ce dossier fourni, se dessine le vivier extérieur ou périphérique à l'Université qui alimente le recrutement des principaux. Il se nourrit d'une élite cléricale qui hante les cures urbaines et les chapitres cathédraux. Si tous sont prêtres et gradués en théologie, on y distingue quelques nuances : l'administrateur ecclésiastique (De Bacq), le bénéficiaire gourmand (Enguehard), l'enfant de la maison qui remplit officieusement et obscurément quelques tâches (Le Clercq), le vicaire dévoué (Regnault). On remarque cependant que les préférences de Gaillande, lui-même principal, penchent résolument vers les hommes qui sont dans l'Université et ont déjà l'expérience de la direction – à moins que des considérations religieuses ne guident Gaillande, agent de la répression antijanséniste.
- 52 Ces exemples éclairent incidemment les critères de sélection qui président au choix d'un nouveau principal. Charles Le Clercq précise ainsi qu'il est prêtre du diocèse d'Amiens et licencié en théologie, comme le fait Gaillande pour Regnault qui est même docteur. De Bacq, sur qui tombe finalement le choix, est sorboniste. On retrouve ici sans surprise le profil de la population décrit plus haut, défini par les exigences statutaires

et les compétences requises pour l'exercice du principalat. Des deux modèles possibles et concurrents, le pédagogue expérimenté ou le prêtre diplômé en théologie, seul le dernier apparaît dans cet exemple. Les divers grades et titres avancés ici par les postulants ne sauraient cependant suffire et des considérations rarement explicites et formalisées dans les statuts sont également à l'œuvre. Ainsi Gaillande élimine-t-il De Bacq et Enguehard parce qu'il les juge détestés dans le collège du Cardinal-Lemoine. L'historien anonyme du collège de Montaigu adopte un jugement similaire : « Si un principal se trouve placé contre le vœu du collège, il lui sera très difficile de gagner l'estime et la confiance, à moins qu'il ne répare le défaut de son entrée par des talents supérieurs, par la prudence de sa conduite »⁷². L'enracinement préalable dans la « maison » constitue bien le meilleur gage d'une intégration réussie et reste déterminant lors de la nomination. Les candidats du Cardinal-Lemoine ne l'oublient pas : De Bacq est déjà coadjuteur, Enguehard « y a passé tous les degrés », Le Clercq, « a été élevé dans le collège » et Salmon a, lui aussi, été boursier du Cardinal-Lemoine. Outre les anciens élèves qui sont souvent prioritaires à Harcourt ou Lisieux, comme on l'a vu, les exemples abondent de principaux recrutés à l'intérieur même de l'établissement, parmi les professeurs ou les officiers du collège fondé. La pratique est aussi fréquente dans des collèges « modernes » comme Le Plessis ou Mazarin qu'à Harcourt ou Lisieux. Elle est même systématique à Mazarin où tous les grands maîtres, sauf Louis-Charles Braille, exercent déjà dans le collège la fonction de procureur ou de vice-principal avant leur nomination par les docteurs de la Sorbonne. Le cas de Mazarin montre qu'il ne s'agit pas seulement de s'imposer à un petit groupe de boursiers jaloux de ses prérogatives anciennes. Ce type de sélection correspond bien à une logique qui privilégie ceux qui ont déjà une expérience dans l'établissement et qui y sont appréciés.

53 Dans cette perspective, la coadjutorerie apparaît comme le meilleur moyen de s'assurer d'un poste. Trois exemples ont été repérés au collège des Grassins⁷³. La coadjutorerie est aussi courante au collège du Plessis : le choix des docteurs de la Sorbonne, nominateurs, se porte toujours sur le coadjuteur qui a été auparavant présenté par le principal en titre. Jérôme Besoigne est le seul à n'avoir pu accéder de cette façon à la direction du collège à la mort de Durieux en 1726, du fait de son engagement janséniste et de l'opposition royale à sa nomination par lettre de cachet⁷⁴. Le système fonctionne également dans le collège de Beauvais, sous le principalat de Nicolas Boutillier (principal en titre de 1677 à sa mort en 1713) qui désigne deux coadjuteurs successifs, Jean Vittement puis Charles Rollin. Dans les faits, ces derniers assument la fonction à sa place, même si, à la différence des collèges des Grassins et du Plessis, les deux coadjuteurs ne succèdent pas au principal en titre (Rollin est écarté pour les mêmes raisons que Besoigne, mais il a quand même fait nommer son ami et disciple Charles Coffin).

54 Un tel système permet au principal en place d'orienter le choix de son successeur. L'amalgame est tentant avec les bénéfices, attribués par un collateur mais transmissibles avant le décès du titulaire par la procédure de la résignation en Cour de Rome. À la suite d'un conflit opposant en 1562 Pierre Jumeau, nommé principal du collège de Bourgogne par les supérieurs, et Alexandre Le Blanc, bénéficiaire par résignation du même poste, le Parlement tranche en faveur du premier et argue que le principalat, n'étant pas un bénéfice, ne peut être transmis suivant les mêmes procédures⁷⁵. L'esprit de ces arrêts peut cependant être tourné par la coadjutorerie ou le népotisme de certains principaux. Le fait est flagrant lorsque Jacques Leullier, principal du Cardinal-Lemoine, accueille en 1680 un nouveau boursier nommé Claude

Leullier⁷⁶. Ce dernier devient lui-même principal du collège de 1694 à sa mort en 1732 (c'est sa succession qui est analysée en détail plus haut). La transmission d'oncle à neveu n'est cependant pas systématique puisque huit successions de ce type seulement sont attestées sur la période considérée⁷⁷. Et, preuve de la difficulté à pérenniser cet usage, la principalité du Cardinal-Lemoine sort de la famille Leullier à la génération suivante. Comme on l'a vu, un neveu de ce second Leullier, nommé Charles Le Clercq, « élevé dans le collège », est sur les rangs, mais c'est finalement Antoine De Bacq, coadjuteur, qui obtient le poste.

3. Le déroulement des carrières

- 55 Malgré l'âge avancé auquel on accède aux fonctions de principal, la profession fait preuve d'une remarquable longévité puisque la durée moyenne d'exercice s'élève à dix-sept ans⁷⁸. Elle est supérieure à celle des enseignants qui ne dépasse pas quatorze ans⁷⁹. En réalité, cette moyenne élevée est trompeuse : l'écart-type atteint onze ans et demi et deux modèles bien différenciés apparaissent. Certains principaux, nommés assez jeunes, occupent la place des décennies durant, jusqu'à leur mort, alors que d'autres n'effectuent qu'un bref passage qui signale un intérim ou sanctionne un échec. On peut ainsi citer Charles Gobinet (1613-1690) qui dirige le collège du Plessis pendant quarante-trois ans, ou Charles Coffin (1676-1749), pendant trente-six ans à la tête de Beauvais, et dont les principalats correspondent à une période de prospérité pour leurs établissements. La durée d'un principalat signifie assurément sa réussite. On peut, de plus, remarquer que cette durée moyenne est identique au XVII^e et au XVIII^e siècle (respectivement 16,9 et 16,5 ans). Les pratiques deviennent cependant un peu plus homogènes (l'écart-type est de dix ans au XVIII^e siècle contre treize ans et demi au siècle précédent) et le nombre de décès en poste tend à se réduire (un quart des principaux au XVII^e siècle contre seulement un dixième au siècle suivant). Ces indices convergents marquent donc une transformation limitée de la fonction. Mais on retiendra surtout, pour l'ensemble de la période considérée, la très forte identification d'un établissement à son directeur et le poids de sa personnalité.
- 56 Le déroulement de la carrière de principal proprement dite confirme ce jugement. La carrière se résume généralement à la direction d'un seul établissement. *Stricto sensu*, seuls deux principaux de collèges d'exercice parisiens dérogent à cette règle : Bourceret († 1609) à Navarre puis à La Marche ; Grangier (1576-1644) à Harcourt puis à Beauvais. Le cas des principaux de petits collèges appelés à diriger un collège d'exercice (cinq exemples) ne relève pas de cette analyse puisqu'ils remplissaient une tâche très différente : un principal de collège sans exercice surveille les études des seuls boursiers et est éventuellement chargé de la gestion matérielle de la fondation.
- 57 On note cependant, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, une timide ouverture vers des individus dont la première expérience s'est déroulée en province. Firmin Caboche est appelé au collège de La Marche en 1771 après avoir enseigné au collège d'Amiens, depuis 1762. Jean-Baptiste Poignard était principal à Orléans depuis 1768 quand il est nommé par le bureau d'administration principal de Louis-le-Grand en 1770. Son successeur, Denis Bérardier, qui exerce de 1778 à 1787 a été le premier principal du collège de Quimper après l'expulsion des jésuites. Ces deux nominations sont justifiées ainsi par le bureau : « Le bureau, désirant exciter l'émulation, a cherché dans les principaux des collèges de province ceux qui s'étaient procuré l'estime et la confiance

de leurs concitoyens et du public »⁸⁰. Tous les trois ont cependant fait à Paris leurs études de philosophie (Caboche passe la première agrégation de grammaire en 1766) et de théologie. Il faut aussi reconnaître qu'avant l'expulsion des jésuites, le vivier des collèges séculiers de province est restreint.

- 58 Ces exemples témoignent bien d'une volonté de renouveler les pratiques de recrutement à la fin de l'Ancien Régime en élargissant la carrière à l'échelle nationale. Mais elle ne s'est pas imposée : c'est la coadjutorerie qui permet au dernier principal de Louis-le-Grand sous l'Ancien Régime d'être nommé. Charles Jean Louis Romet, né en 1755, boursier du collège de 1771 à 1782, occupe un moment un poste de sous-principal tout en poursuivant le *cursus ordinum* et la licence en théologie entre 1782 et 1787. En juillet 1787, devenu prêtre et licencié en théologie, il est nommé coadjuteur et survivancier de Bérardier qui le présente au bureau d'administration en ces termes : « lequel a fait presque toutes ses études dans le collège de Louis-le-Grand en qualité de boursier et a rempli pendant plusieurs années les fonctions de sous-principal à la satisfaction du bureau et du collège ». Le bureau entérine ce choix⁸¹ et accepte même que Romet cumule son poste de principal avec le bénéfice de trésorier du chapitre de Mortagne, ville dont il est originaire⁸².
- 59 Hormis le décès en place, deux issues s'offrent donc à ceux qui quittent leur poste. Ils peuvent, comme les professeurs, bénéficier de l'éméritat, sorte de retraite qui leur garantit des ressources assez confortables⁸³. Le système semble très mal fonctionner au XVII^e siècle, beaucoup mieux au siècle suivant où le montant des pensions varie entre cinq cents et mille cinq cents livres par an, ce qui garantit à chacun une vieillesse exempte de pauvreté⁸⁴. Une vingtaine de principaux ont ainsi été repérés comme émérites, essentiellement au XVIII^e siècle. L'investissement des bénéfices ecclésiastiques constitue l'autre exutoire de la profession. Quatre ou cinq individus deviennent ainsi curés, plus d'une dizaine obtient un canonat, les plus malheureux se contentent d'une chapellenie. Parmi d'autres, Jean Gobinet illustre ce type de parcours. En 1690, ce docteur en théologie succède à son oncle à la tête du collège du Plessis dont il était déjà coadjuteur. Il dirige le collège jusqu'en 1696, avant de devenir chanoine de Saint-Quentin, puis chanoine de Chartres, où il meurt en 1724 titulaire de la dignité de Grand Chantre. Le principalat n'apparaît ici que comme une étape d'une carrière ecclésiastique bien menée. Que ce soit avant ou après l'exercice de la principalité, la porosité avec la carrière ecclésiastique, et en particulier avec le monde des chapitres, est manifeste.

III. Grandeurs et servitudes du métier de principal

- 60 « Le principal du collège en est comme l'âme, qui met tout en mouvement et qui préside à tout »⁸⁵. La célèbre phrase de Rollin ne doit pas seulement se lire comme l'expression d'un type ecclésial d'autorité, imprégnée du lyrisme et des réminiscences philosophiques propres au XVII^e siècle. La pratique du métier revêt d'autant plus d'importance que la profession de principal garde, dans sa définition institutionnelle, des inégalités d'un collège à l'autre et, dans chaque collège, des zones d'incertitude. La survie, a fortiori la prospérité, d'un établissement repose sur l'habileté de celui qui le dirige à faire la synthèse des trois domaines de compétences qui composent sa responsabilité : office du collège fondé, pédagogie ou pensionnat, exercice.

1. Conditions matérielles du principalat

- 61 Chacune de ces trois institutions est matérialisée par une source de revenus spécifique. L'analyse du métier doit donc commencer par évoquer la situation financière d'un principal, sachant que la combinaison que ses différentes sources de revenus forment entre elles dessine un dispositif spécifique. Paradoxalement, c'est le principal de l'exercice qui l'emporte en autorité alors que cette fonction, institutionnellement la plus tardive, représente le revenu le plus faible. La gestion du pensionnat mérite les développements les plus abondants : historiquement, la « pédagogie » est constitutive du collège d'humanités, ce qui laisse des traces dans la représentation du métier, alors même qu'elle ne lui est plus inhérente ; dans la rémunération du principal, les bénéfices tirés du pensionnat, à condition qu'il soit prospère, représentent sa meilleure ressource financière.
- 62 Pédagogie comme pensionnat ont pour seules recettes les pensions payées par les familles des pensionnaires. Au XVI^e siècle, on distingue les « portions », prix de la nourriture de tous ceux qui participent à la communauté à laquelle préside le maître de la pédagogie, des autres sommes qui les complètent : prix de l'hébergement de ses pensionnaires propres, prélèvement sur les caméristes logeant au collège avec leur précepteur particulier.
- 63 Du côté de l'investissement, la tenue d'une pédagogie exige d'abord des locaux : les conditions de leur occupation forment l'essentiel des baux signés avec la communauté des boursiers au nom du collège fondé ; s'ajoute éventuellement à cette location, en faveur du même collège, une « capitation » annuelle, proportionnelle au nombre des pensionnaires présents. La reconstruction et l'aménagement éventuels des bâtiments qu'il occupe sont aux frais du maître de la pédagogie. C'est lui qui engage et rémunère le personnel de service et de surveillance, qui assure le travail quotidien d'encadrement des domestiques ou d'approvisionnement des cuisines⁸⁶. Le personnel enseignant est également partiellement à sa charge au XVI^e siècle ; au XVII^e siècle, la rémunération des professeurs repose sur les seuls élèves, mais les principaux des collèges les moins nombreux (La Marche, Cardinal-Lemoine) accordent une indemnité aux professeurs moins pourvus d'élèves, en particulier à celui de rhétorique, bien que la chose soit formellement interdite dans les statuts universitaires. À partir de 1634, la rémunération des professeurs repose en partie sur les revenus des messageries universitaires qui les prennent complètement en charge avec l'établissement de la gratuité en 1719⁸⁷. Les principaux peuvent également faire les frais de distributions de prix, de fêtes, de gratifications exceptionnelles.
- 64 La gestion, purement privée, de la pédagogie échappe aux archives du collège. Il faut donc chercher des indices indirects du succès de l'entreprise. La construction des bâtiments constitue le plus grossier : on constate effectivement que des travaux d'ampleur sont entrepris dans bien des collèges pendant les premières décennies du XVI^e siècle. L'évaluation du nombre des pensionnaires, dans la mesure où il est directement proportionnel aux recettes du principal, suggère aussi l'importance de son bénéfice. On se propose de partir d'une estimation approximative, mais générale, de la prospérité des pédagogies : il s'agit de la taxe exceptionnelle que l'université est obligée de lever en 1540 au profit du trésor royal⁸⁸ : les trois principaux les plus taxés sont le principal de la communauté grammairienne de Navarre et les principaux de Bourgogne et de Montaigu, taxés chacun à dix écus ; suivent le principal de Calvi, taxé à six, celui

de Sainte-Barbe à cinq, les autres l'étant à une somme allant de trois⁸⁹ à un seul écu ; ce palmarès est d'ailleurs corroboré par d'autres témoignages⁹⁰. Seule, la communauté grammairienne de Navarre est suffisamment documentée pour mieux cerner les aspects matériels et financiers de cette réussite. La population approximative des pensionnaires au cours de l'année scolaire 1541-1542 peut être tirée des comptes du proviseur du collège qui perçoit une capitation par jour de présence « pour le droit tant des hôtes desdits grammairiens qui ont demeuré dans la clôture d'iceux en cette présente année que des portionnistes et commensaux desdits grammairiens qui ont demeuré en divers quartiers dudit collège » : la somme en question qui cumule donc tous les jours de présence de tous ceux qui suivent les classes d'humanités du collège en y habitant équivaut à 418 années et demie, nombre qui paraît de fait considérable, même s'il est impossible d'établir un rapport précis entre ces jours de présence et les individus auxquels ils correspondent⁹¹. Le principal Jean Morin qui exerce de 1530 à 1548 se trouve donc à la tête d'une énorme affaire. Quand le collège de Navarre réclame, à la fin du XVI^e siècle, au principal des grammairiens exerçant alors, Mathieu Dumont, un arriéré pour la location de deux maisons, reconstruites en 1514 et occupées gratuitement jusque là, le réquisitoire insiste sur l'enrichissement des principaux lors de la période précédente : « Aussi cette grâce [l'occupation sans contrepartie des locaux dont il s'agit] a été cause que ces principaux sont ou morts ou salis [sortis] de la principalité riches et opulents, lesquels lorsqu'ils y entrèrent n'avaient pas cinq sols vaillants [...]. En l'an 1548, Morin qui avait gagné en ladite principauté quarante à cinquante mille livres quitta la principauté pour crainte qu'il avait de contribuer aux réparations ». Certes l'évaluation chiffrée qui sert d'argument dans un procès peut être excessive, mais le propos rapporte de toute évidence une tradition reçue dans l'établissement selon laquelle le principal en question a constitué une véritable fortune⁹².

- 65 Si la réussite à la tête d'un pensionnat prospère conduit vraisemblablement à l'enrichissement du principal, elle est moins assurée à partir du moment où le flux des pensionnaires se tarit. La baisse est amorcée dès le milieu du XVI^e siècle. Après l'effondrement des années de la Ligue, la paix civile revenue, la fréquentation ne revient plus jamais au niveau atteint dans la première moitié du XVI^e siècle. L'offre de places disponibles dans les pensionnats des neuf collèges d'exercice qui subsistent (auxquels il faut ajouter celui du collège jésuite, rouvert en 1618) paraît supérieure à la demande potentielle. La concurrence joue donc et la stabilité du succès n'est jamais assurée pour un établissement.
- 66 Alors qu'en période de haute fréquentation, la communauté des boursiers pouvait tirer du principal de la pédagogie non seulement le prix de location des locaux mais une capitation par pensionnaire, les conditions des contrats révèlent les aléas des situations. Au Cardinal-Lemoine, pour des locaux identiques, le principal de la pédagogie paie un prix de location jusqu'en 1570 ; en 1574, ce sont les boursiers qui s'engagent à lui verser une indemnité ; dix ans plus tard, le principal reçoit une compensation en nature de deux pains par jour et il est logé gratuitement⁹³. Au Plessis, aux termes de l'arrêt qui unit la grande maîtrise à la principalité en 1589, le titulaire des deux charges « jouira des chambres et logis desquels ont accoutumé jouir ceux qui par ci-devant ont eu ladite charge, sans qu'il soit tenu payer aucune chose pour raison desdites chambres et logis »⁹⁴.

- 67 Le principe même de l'indemnisation de la communauté des boursiers n'est donc plus général. Il est contesté par certains principaux qui s'estiment insuffisamment rémunérés, en particulier au cours de crises, que ces crises soient propres au collège ou imputables à la situation économique générale. À Navarre, à l'occasion d'un procès déjà évoqué, les principaux des artiens et des grammairiens refusent en 1615 de verser aussi bien un prix de location que la capitation. La sentence arbitrale qui clôt le conflit deux ans plus tard les condamne à verser au collège une indemnité compensatoire ; la levée de la taxe reste suspendue⁹⁵. Le conflit renaît, dans des termes analogues, à la fin du XVII^e siècle entre le principal des grammairiens, Alexis Artus, et le grand maître, François d'Ivry, ce dernier exigeant de nouveau du premier une compensation financière au titre de l'occupation des bâtiments. Le principal soutient que la libre disposition des locaux doit être considérée comme un élément de sa rémunération, sinon « la condition de principal des grammairiens ne vaudrait pas celle d'un vicaire de village, et il n'y a pas d'honnête homme, de quelque mérite qu'il fût, qui voudrait la remplir »⁹⁶.
- 68 À l'inverse, si le principal verse une forte location, on peut en déduire que son pensionnat est prospère. À Harcourt, le proviseur Pierre Padet qui instaure en 1642 une communauté de pensionnaires peut se permettre de louer les locaux mille deux cents livres et de reverser chaque année au collège quatre écus pour chaque pensionnaire, autant pour chaque maître et autant pour chaque serviteur particulier⁹⁷. Quand, après 1646, la Sorbonne est considérée comme propriétaire du Plessis, le principal tient les bâtiments à bail (six ans) moyennant quatre mille livres annuelles ; au-delà des charges du pensionnat, il assure gratuitement la nourriture des régents⁹⁸. Cette somme sera régulièrement revalorisée jusqu'à la Révolution. Mais le Plessis lui-même n'est pas à l'abri des revers. Les deux derniers principaux de l'Ancien Régime, gestionnaires médiocres, ont vu les effectifs baisser. Jean Nicolas Caura, né en 1758, élève de rhétorique en 1774-1775 dans ce collège où il enseigne à son tour après sa réussite à l'agrégation de belles-lettres en 1786, évalue à deux cents (sur six cents) la perte des effectifs des pensionnaires entre le moment où il était élève et celui où il était professeur⁹⁹.
- 69 Les conditions financières selon lesquelles le principal régit le pensionnat résultent finalement de négociations complexes avec le collège fondé. Les boursiers n'ont pas intérêt à se montrer trop exigeants, car ils pâtissent eux-mêmes à moyen terme de la désertion du pensionnat. C'est ce qu'expliquent très bien les régents d'Harcourt en 1703, solidaires du principal, à l'encontre des prétentions des boursiers : « Ils produisent ici un argument qui leur paraît démonstratif. Le sieur Durieux paie à la Sorbonne 4 500 livres pour les bâtiments du collège du Plessis [...]. Cette somme que paie le principal du collège du Plessis l'a peut-être obligé de mettre la pension des précepteurs à 400 livres, celle des valets de chambre à 380 livres, à augmenter la pension de ceux qui sont dans les chambres communes de près de 70 livres pour entretenir les maîtres de quartier et des chambres, ce qui paraît formellement contraire aux statuts, et ce qui peut entraîner la ruine de tout autre collège que le collège du Plessis. Ceux qui sont surpris de voir si peu de monde dans les collèges de l'université lorsque les jésuites en regorgent seraient surpris qu'il nous en reste quelques uns s'ils étaient instruits de la différence du prix des pensions : la pension des jésuites n'est que de 330 livres. On doit poser pour principe que, tant que celle des collèges de l'université excèdera cette somme, ils demeureront déserts et abandonnés

[...]. Enfin, on peut à plus juste titre comparer le collège d'Harcourt avec les autres collèges de l'université. On sait ce qui se pratique à La Marche, au collège de Navarre : le Parlement, dans tous les temps, a toujours attribué aux principaux les bâtiments du collège, pour des sommes très modiques, pour loger les régents et les pensionnaires, invitant même ces principaux à donner des appartements aux régents qui se distingueraient dans leur profession »¹⁰⁰. Finalement, aux termes de l'arrêt du Parlement qui clôt l'affaire, le principal d'Harcourt (en même temps proviseur désormais) paie à la communauté des boursiers une somme annuelle de deux mille livres au titre de la location des bâtiments, sans autre redevance¹⁰¹.

- 70 Le principal peut aller jusqu'à s'abstenir de tenir un pensionnat : dans ce cas, soit un ou plusieurs professeurs associés s'en chargent, soit les hôtes du collège sont dispersés par groupe sous l'autorité de précepteurs et de pédagogues particuliers. C'est le cas de Navarre dans les premières décennies du XVIII^e siècle. Aux Grassins, le pensionnat est tenu au XVIII^e siècle par un ou plusieurs professeurs associés. Au Cardinal-Lemoine, le principal et grand maître Pierre Beaudouin (de 1751 à 1791) a cédé son droit de tenir pension à deux professeurs moyennant une capitation qu'il perçoit sur les pensionnaires. En fait, ces situations correspondent en général à des périodes de médiocrité du collège dans son ensemble : elles produisent des mémoires contradictoires internes au collège, des enquêtes universitaires et parlementaires. En agissant ainsi, le principal choisit de rester sur place tout en reconnaissant son inaptitude ou son manque d'intérêt et l'ensemble de l'établissement souffre de cette déficience.
- 71 Tant que le collège d'humanités s'identifiait à la pédagogie, le principal était comme contraint à la réussite, puisque ses revenus personnels en dépendaient. L'affirmation de l'unicité de direction à la tête de l'établissement est accompagnée d'une harmonisation progressive des conditions matérielles des principaux. Dans les cas, les plus fréquents, où le principal est également le premier officier du collège fondé, qu'on l'appelle grand maître, proviseur ou principal des boursiers, il bénéficie des avantages liés statutairement à ce poste : il en perçoit les gages ; il jouit d'un appartement personnel à titre gratuit ; il touche également le casuel que représentent les « distributions » lors des offices fondés, en particulier les obits. La revalorisation de ces gages par rapport au prix fixé lors de la fondation est inégale selon que l'instance préposée par le fondateur à la réforme du collège estime suffisants les revenus tirés des autres ressources, en particulier du pensionnat. On observe en effet que plus la réputation du collège est solidement assise, plus ces gages sont faibles. Ils n'atteignent au XVIII^e siècle que quelques centaines de livres par an à Harcourt¹⁰², au Plessis¹⁰³ et à Beauvais¹⁰⁴, que cent trente cinq livres à Navarre jusqu'à la veille de la Révolution¹⁰⁵. En revanche, le principal de Lisieux perçoit 1 600 livres en 1704¹⁰⁶. Pierre Beaudouin, grand maître et principal du Cardinal-Lemoine touche à la veille de la Révolution 1 928 livres sur les revenus patrimoniaux du collège : 1 524 livres comme grand maître, 240 livres comme principal et 164 livres au titre du pain fourni pour l'année, l'ancienne prestation en nature, considérée comme avantage acquis, s'étant monnayée¹⁰⁷. Les principaux qui sont privés des ressources d'un pensionnat nombreux ont l'attitude de ceux des collèges restés sans exercice qui, jusqu'à leur suppression par la réforme de Louis-le-Grand en 1764, voient leur revenu régulièrement revalorisé, alors même que les bourses offertes aux boursiers diminuent en revenu et en nombre. À Montaigu, aux termes des statuts de Standonck, le principal, « père des pauvres », ne pouvait

revendiquer que le gîte et le couvert, ne touchant aucun traitement. Mais Montaigu est aligné sur les autres vers le milieu du XVII^e siècle. « La principalité était devenue un poste considérable dans l'université. Cette place, autrefois si modique qu'on ne trouvait pour la remplir que des sujets que l'amour de la pauvreté, le zèle pour le bien public et les promesses qu'ils avaient faites à leur réception dans la maison déterminaient à la préférer à toute autre, était recherchée avec ardeur »¹⁰⁸. Les comptes conservés du collège à partir de 1776 montrent que le principal touche alors six cents livres par an sur les revenus du collège¹⁰⁹.

- 72 Dans les deux collèges le plus tardivement institués, Mazarin et Louis-le-Grand (après la réforme de 1762-64), la pédagogie est aussi obsolète que le collège fondé. À Mazarin, les seuls pensionnaires sont les trente boursiers de la fondation, surveillés par un sous-principal et quatre sous-maîtres et servis par un nombre important de domestiques, tous ces personnels étant rémunérés sur les revenus de la somptueuse fondation. À Louis-le-Grand, le principal est également dispensé d'un investissement financier personnel. Dans ces deux cas, il reçoit un traitement sur les ressources propres du collège : à Mazarin, le traitement du grand maître va de mille cinq cents livres annuelles à l'ouverture du collège à deux mille à la veille de la Révolution, le logement, la nourriture et son service personnel lui étant offerts ; le principal de Louis-le-Grand touche deux mille quatre cents livres en 1764, trois mille à partir de 1781, sans compter des gratifications exceptionnelles et la mise à son service, aux frais du collège, d'un domestique particulier¹¹⁰.
- 73 Enfin, tout principal d'un collège d'exercice reçoit à partir de 1634 sur le revenu des messageries, source du traitement des professeurs, une part équivalente à celle d'un professeur émérite. C'est le seul revenu qui obéisse à une règle commune et à une distribution égalitaire, celle-ci étant faite dans le cadre de la nation. La gestion de ce revenu est précisément connue à partir de 1719 : la part d'un principal équivaut à une somme annuelle allant de cinq cents à sept cents livres par an de 1719 à 1766 ; à partir de 1766, elle s'élève graduellement, passant de huit cents à mille livres environ pour atteindre mille cinq cents livres à la veille de la Révolution¹¹¹.
- 74 Il faut ajouter à ces rémunérations propres à la fonction de principal d'autres revenus éventuels, liés à la situation personnelle de tel ou tel. Si le principal est en même temps professeur, titulaire en particulier d'une chaire au Collège royal ou d'une chaire de théologie, s'il détient un office universitaire, s'il est élu recteur, il cumule les revenus liés à tous ces postes. Théoriquement, le principalat est incompatible avec un bénéfice à charge d'âmes, mais certains principaux semblent avoir simultanément tenu un canonicat ou même une paroisse. C'est même vraisemblablement la règle au XVI^e siècle avant que les prescriptions canoniques, rappelées par le Concile de Trente, ne soient entrées dans les mœurs. Pierre Tempête, principal de l'austère Montaigu de 1513 à 1537, est simultanément curé de Saint-Saturnin à Champigny-sur-Marne, cure qu'il donne à bail moyennant 80 livres annuelles et quelques avantages en nature en 1526¹¹². *A fortiori*, les bénéfices sans charge d'âmes sont cumulables. Jacques Despériers, principal de Lisieux de 1642 à 1684, détient un canonicat et une chefferie dans l'église cathédrale de Lisieux, estimés par ses adversaires à plus de deux mille livres de rente¹¹³, sans compter ses revenus de principal.
- 75 Une appréciation des revenus totaux des principaux reste délicate à établir. Les disparités potentielles ont tendance à s'atténuer puisque chacun cherche à compenser la faiblesse d'un type de revenu par la revalorisation d'un autre et par le recours à des

ressources extérieures à l'université. Cependant les compensations diverses ne vont pas jusqu'à homogénéiser les situations. Il semble bien que seule la tenue d'un pensionnat nombreux et prospère permette un véritable enrichissement personnel, même si on dispose de peu d'éléments d'évaluation. Cependant, comme cette responsabilité n'est plus inhérente à la fonction, des principaux se maintiennent dans une aisance plus qu'honnête alors même qu'ils ont refusé de l'assumer.

2. Le principal dans son collège

- 76 Si le principal ne souffre pas vraiment dans son niveau de vie quand il ne tient pas personnellement le pensionnat, sa réputation se mesure bien à l'aune du nombre et de la qualité sociale des pensionnaires. À Paris en particulier, chaque principal doit attirer et fidéliser une clientèle prompte à retirer sa progéniture du pensionnat. La concurrence est rude et ne s'exerce pas seulement entre les collèges parisiens : l'éducation particulière sous un précepteur ou dans une pension, plus tard les grands pensionnats sis à la campagne (Juilly, les écoles militaires), sont susceptibles de soustraire bien des jeunes gens aux pensionnats des collèges parisiens. Même si, dans son ingénuité, Rollin promet le succès au principal du moment qu'il s'acquitte de son devoir, il définit bien la clé de ce succès : « Il faut qu'on regarde comme un avantage d'être admis dans son collège ; et c'en est un, en effet, d'avoir place dans une maison où la jeunesse est élevée avec soin : tout père bien sensé ne pensera jamais autrement »¹¹⁴. Mais reconnaître les règles économiques du métier ne produit pas l'art de sa pratique.
- 77 L'encadrement des écoliers est à la source même du collège humaniste. Le Parlement de Paris en 1623 « enjoint aux principaux de chacun collège de contenir en devoir leurs écoliers »¹¹⁵. La vision imposée par Michel Foucault associe cette discipline à la contrainte, et la contrainte à l'oppression. Mais le fruit qu'on en attend est l'harmonie des rapports humains, garantie par le bon comportement de chacun. La discipline est inséparable de la civilité, qui entre précisément au XVI^e siècle dans le programme scolaire dans tous les sens du mot programme : *La civilité puérile*, ouvrage célèbre d'Erasmus, publié en 1530, deviendra le prototype du manuel scolaire élémentaire après avoir inspiré les metteurs en œuvre de l'ordre interne aux collèges¹¹⁶.
- 78 L'entrée progressive des écoliers dans l'ordre scolaire pourrait se mesurer en analysant les articles relatifs à la discipline dans la série des contrats de principalité. On se contentera ici de rappeler que ceux du XVI^e siècle mentionnent de la part des collégiens des écarts tels que lancer des pierres, jeter par les fenêtres de l'eau ou des immondices moins agréables encore, briser les vitres, se battre jusqu'à effusion de sang¹¹⁷. Pour le principal, le maintien de la discipline exige une vigilance de tous les instants. Jean Grangier, nommé en 1615 pour restaurer le bon ordre à Beauvais, peut nous servir de témoin en exposant la manière dont un principal conçoit alors sa mission¹¹⁸ : « 6. Obligera aussi les pédagogues ou précepteurs de servir d'exemple à leurs pensionnaires en l'assistance au service divin et en la fréquentation des sacrements, de retenir ceux qu'ils ont en charge à ce qu'ils ne sortent trop souvent, de les faire lever matin et coucher le soir après la prière à laquelle ils assisteront s'ils ne sont indisposés et, pour ceux qui auront des logements sur la rue, d'empêcher qu'on ne jette de l'eau, pierres, ou balieures [balayures] sur les passants. 7. Visitera tous les trimestres une fois les chambres et études de ses régents, précepteurs et écoliers, pour voir si tout ira bien et nettement et pour découvrir s'il n'y aura point de livres dont la lecture soit prohibée et

défendue. 8. Se promènera le plus souvent qu'il pourra ès cours des deux collèges¹¹⁹, pour empêcher par sa présence que les écoliers ne divaguent durant les leçons. Interrogera en latin ceux qui passeront par devant lui, entrera parfois dedans les classes pour savoir quel profit on y fait et, s'étant informé des absents, s'ils appartiennent à gens de connoissance, enverra savoir en leur logis à quoi il tient qu'ils ne sont venus à leur devoir. 9. Fera l'examen de la capacité des écoliers, devant qu'il permette que l'on prenne les vacations [vacances], et ne permettra qu'aucun entre en classe plus haute que celle en laquelle il étoit s'il n'en est capable ». Dans ce tableau idéalisé, le principal est toujours présent ; il ne limite pas sa responsabilité aux pensionnaires, à leurs études et à leurs mœurs : il surveille aussi les externes, s'enquiert des raisons de leurs absences en classe, préside à l'examen de passage dans une classe.

- 79 Les exigences croissantes de la fonction empêchent progressivement de cumuler la direction d'un établissement et l'enseignement, ce qui est couramment attesté au XVI^e siècle : la plupart des principaux repérés au cours de cette période tiennent simultanément une classe. La pratique disparaît au milieu du XVII^e siècle : six de ceux qui sont nommés entre 1600 et 1663 sont dans ce cas alors que, par la suite, un seul cas isolé apparaît en 1742¹²⁰. Alors qu'il était, au XVI^e siècle, à la fois un entrepreneur et un brillant humaniste¹²¹, le principal se consacre exclusivement à l'administration de son établissement.
- 80 Les attitudes des principaux ont inégalement correspondu au portrait idéal tracé par Grangier. Quelques-uns ont franchement failli. On dispose d'une sorte de contre-épreuve dans les griefs qu'adresse à l'encontre du grand maître de Mazarin un témoin vivant sur place, vraisemblablement le sous-principal. Un siècle après Grangier, et dans des discours opposés dans leur objet, les obligations du principal sont définies dans des termes analogues, à cette différence près que les jets par la fenêtre, peut-être définitivement exclus des mœurs collégiennes, ne sont plus mentionnés. « Il faudrait que M. le grand maître fût présent lors de l'entrée et sortie des classes ; il n'y est, en un an, deux fois. Il se lève après l'entrée des classes, le sous-principal y est seul. À peine les écoliers le connaissent. Il devrait être dans l'église lors de la messe pour contenir les pensionnaires, le sous-principal y va seul. Il devrait, toutes les semaines, assembler les régents pour délibérer ce qu'il y a à faire, cela n'est jamais fait ; il craint les assemblées [...]. Il n'entre pas dans le détail des mœurs des pensionnaires ou externes du collège, ni des études des pensionnaires ; il ne s'en informe jamais du sous-principal ; il est fâché qu'on l'en avertît ; il écarte le mal et ne le corrige pas. Il ne se mêle pas de l'examen des écoliers qui veulent monter ; il n'est jamais dans la cour »¹²². Dans l'une et l'autre description, le propre du métier semble résider dans une présence de tous les instants.
- 81 À partir du moment où le principal est institué comme chef d'établissement, il doit imposer son autorité à tous. Les boursiers, premiers occupants du collège, gardent la nostalgie plus ou moins mythique du temps où ils le dirigeaient collectivement. Ils ne se sont pas laissés discipliner sans rébellion. Les révoltes les plus violentes et les plus nombreuses ont lieu au cours de la première moitié du XVII^e siècle. Elles ont laissé d'autant plus de traces dans les documents que les principaux, sûrs de leur légitimité, ne se sont pas fait faute d'en faire la publicité. Grangier, l'un des principaux en butte à leur ressentiment, nous servira une nouvelle fois de témoin : « non contents de venir tous les soirs devant le collège de Beauvais vomir furieusement tout ce que le vin et le venin de la rancune leur mettait en bouche, ils fracassèrent plusieurs fois mes vitres à

grands coups de pierres (et attentèrent à ma personne), mais aussi envers les voisins, et les passants qui n'étaient pas assez forts pour résister à leurs insolences [...] »¹²³. En dépit d'une littérature abondante, l'opposition des boursiers ne se manifeste plus, après 1650, qu'au cours de crises ponctuelles affectant des collèges peu nombreux. Certains individus au comportement pathologique restent irréductibles à une quelconque discipline, comme cet écolier en théologie du Cardinal-Lemoine nommé Trouvain, dont De Bacq demande l'enfermement à Bicêtre dans une lettre de juillet 1741, précisant que « c'est un furieux [...], il a frappé plusieurs fois des écoliers sortant de classe » [et l'a menacé en prévenant que si on l'expulsait] « il se ferait soldat aux gardes et [lui] donnerait quelque mauvais coup »¹²⁴.

- 82 Bien qu'elle soit moins occasion de libelles, la direction du personnel enseignant est peut-être la tâche la plus délicate qui revient au principal. Au-delà des conflits de personnes (ou des solides amitiés), qui n'ont pas toujours un sens général, l'impression qui domine nettement provient de l'antagonisme entre le corps d'encadrement et celui d'enseignement. En témoigne le violent mémoire rédigé par les enseignants en 1762 en réponse à un projet de réforme de l'Université inspiré par les principaux¹²⁵. Les professeurs ne se privent pas de rappeler la situation de ces derniers : « Oublient-ils qu'ils n'ont que l'inspection ordinaire et particulière de leur collège et qu'ils ne font point corps dans la faculté des arts ? [...] »¹²⁶. Et ils livrent leur sentiment en développant un point de vue qui se veut équilibré : « Les professeurs n'aspirent point à l'indépendance. L'anarchie d'un collège serait un spectacle qui blesserait leurs yeux. Ils le répètent : ils croient devoir du respect au principal où ils donnent leurs leçons ; ils croient aussi être obligés de recevoir honnêtement ses avis. Mais un principal dans l'exercice même de sa charge d'inspecteur général des classes doit réciproquement aux professeurs, chargés par état de la discipline particulière de ces classes et du poids de l'enseignement public, des égards et des attentions. Quant à la soumission et à l'obéissance, ils font profession d'en payer le tribut à l'université et à son chef, et ce devoir leur est commun avec tous les principaux »¹²⁷. Les régents, jaloux de leur indépendance, jouent ainsi systématiquement de la tradition corporative médiévale, qui ne reconnaît aucun droit aux principaux (ils n'existaient pas !), pour résister à l'irruption d'une nouvelle autorité et lui préférer la prestigieuse, mais très théorique, puissance rectorale.
- 83 Les chefs d'établissement ont dû conquérir de haute lutte leurs prérogatives et, si les positions sont stabilisées au milieu du xvii^e siècle, les relations restent marquées par le conflit originel. Plusieurs affaires ont permis au cours du xvi^e siècle de préciser clairement les droits des uns et des autres dans la nouvelle configuration pédagogique de la faculté des arts. Dès l'origine, les principaux se réservent la nomination des nouveaux régents en cas de vacance de poste, pouvoir qui leur est reconnu par les statuts de 1600. Ce droit ne leur est contesté que par les boursiers du collège qui entendent être choisis en priorité. Corollaire de la nomination, le pouvoir de révoquer les régents suscite en revanche de très nombreux conflits. Chaque partie a compris que là résidait la clé de l'autorité du principal. En 1761, Jean-Baptiste Crevier, professeur et historien de l'Université, décrit la procédure alors en vigueur en rappelant le décret de 1486 qui mit fin à la tentative de destitution d'un régent par son principal (alors que certains professeurs exerçaient encore rue du Fouarre et d'autres dans un collège) : « Il fut ordonné que nul ne pût régenter, qui n'eût supplié devant la nation, et qui ne fût admis par elle. Cette discipline subsiste encore en pleine vigueur. Tous les régents de la faculté des arts sont aujourd'hui, et depuis longtemps, distribués dans les collèges, et il

ne se fait plus de leçons rue Fouare. Le principal dans le collège duquel il manque un régent donne sa nomination, mais le sujet nommé s'adresse à sa nation pour obtenir le droit de régenter, et il reçoit d'elle ses pouvoirs : et de là découle l'immovibilité des régents qui, n'étant point institués par la seule volonté des principaux, ne peuvent être par eux destitués »¹²⁸. On voit bien ici comment l'utilisation du formalisme universitaire a permis de borner l'autorité du chef d'établissement. Crevier reconnaît volontiers les transformations liées au collège humaniste, mais il refuse d'en tirer les conséquences. Les nations, qui ne participent plus à l'organisation de l'enseignement et n'opèrent qu'un contrôle rituel des régents, n'ont pourtant plus la légitimité pour décider des révocations. Les juges (tribunal du recteur et Parlement) ont cependant suivi avec constance le raisonnement tenu par Crevier et les conflits portés en justice se sont tous terminés à l'avantage des régents.

- 84 S'il peut pourvoir aux postes vacants, le principal ne peut donc se débarrasser d'un régent qui ne lui donne pas satisfaction et il est en particulier obligé de composer avec les hommes choisis par son prédécesseur. Avec un tel système, plusieurs décennies sont nécessaires pour remodeler un établissement, ce qui explique certainement la durée de certains principalats et la volonté d'assurer la continuité en choisissant son successeur. De plus, le principal ne peut guère jouer sur les salaires pour faire pression sur les enseignants. Jusqu'en 1719, ces derniers tirent leur rémunération des gages versés par les élèves, des distributions des messageries et, parfois, d'un complément ou d'avantages en nature fournis par le collège. Les deux premiers échappent au principal et la suppression des derniers s'apparenterait à une rupture de contrat. L'indépendance pécuniaire des professeurs est renforcée par la réforme de 1719 qui assoit la totalité des revenus enseignants sur les revenus des messageries, entièrement contrôlées par les nations. En définitive, hormis son charisme personnel, le principal n'a guère de moyens pour imposer son autorité et doit composer avec le corps enseignant. Comme le souligne Charles Rollin, qui parle d'expérience : « La grande habileté d'un principal consiste à gagner l'esprit des régents, à s'en faire estimer et aimer, à s'attirer leur confiance ; à quoi il ne peut parvenir que par des manières douces, prévenantes, éloignées de tout air de hauteur et d'empire. Car il doit se souvenir que le caractère qui domine chez les gens de lettres, c'est l'amour de la liberté »¹²⁹.
- 85 Il ne suffit pas de gagner les maîtres, les élèves aussi doivent s'acclimater, mais ils se sont rarement exprimés. Les témoignages sont même parfois forcés. La fête du principal donnant lieu à congé, il est de bon ton que des compliments soient récités en son honneur à l'occasion de ces réjouissances. Rollin, comme professeur, y est allé de sa plume en 1687 « pour le très vigilant Charles Gobinet quand, le jour de la fête de Saint Charles, les pensionnaires du Plessis, ayant illuminé l'ensemble du collège après le dîner, eurent donné, dans une manifestation inouïe de joie, des signes de leur attachement à l'égard du principal »¹³⁰. Alexandre Bourdet, élève de philosophie, rappelle en des vers analogues la fête en l'honneur du principal de Beauvais, Paul Hamelin : « Il me plaît de t'avoir vu, Hamelin, aux jours de fête quand l'adolescence se précipite, venant de toutes parts et, dans un second temps, bruisse ; tous à l'entour s'agitent en rang serré, apportant le doux tribut de leurs peines, des vers, et leurs vœux sincères »¹³¹. Contribuant, en vers français, à la même « reconnaissance envers une maison chérie où j'ai eu le bonheur de passer les plus belles années de ma vie », Jean François d'Auriol de Lauraguel, boursier de Louis-le-Grand de 1772 à 1788¹³², apporte

une note concrète en précisant que Bérardier, objet de son éloge, a mis fin au châtimement du fouet, en usage sous son prédécesseur :

« Alors notre Parnasse, en proie à des barbares,
Gémissait des excès de leurs fureurs bizarres.
Leur main, déshonorant le sceptre d'Apollon,
Par de vils châtimements outrageait la raison.
Les disciples, frappés d'un effroi ridicule,
Tremblaient sous un despote, armé de la fêrule,
Qui, fronçant le sourcil, toujours prêt à gronder,
Commandait le devoir sans le persuader.
Eh ! Qu'a jamais produit une importune gêne ?
Le cœur n'obéit point quand il est à la chaîne.
Enfin Bérardier vint. Depuis cet heureux jour
La raison nous parla sur le ton de l'amour.
Tous les bosquets du Pinde avec lui refleurirent
Et, pour le couronner, les lauriers reverdirent »¹³³.

- 86 Condisciple de D'Auriol de Lauraguel, Camille Desmoulins, né en 1760 d'un père lieutenant général au bailliage de Guise, envoyé à Louis-le-Grand comme pensionnaire à la rentrée de 1771 et nommé boursier en 1775 sur une bourse du collège de Laon, demeure au collège jusqu'à la fin de ses études de droit, en 1784. Lui aussi a commis des vers en faveur de Bérardier¹³⁴. La petite histoire rapporte qu'il sauva en 1793 la vie de son ancien principal, ecclésiastique réfractaire, échappé des massacres de Septembre.
- 87 La Révolution virile et spartiate a-t-elle interrompu un courant qui exaltait les rapports personnels, affectifs, du principal avec ses pensionnaires ? Le principal Dubertrand s'est fait représenter en 1781 avec un jeune élève sur une gravure où il soumet, avec bienveillance et fermeté, l'élève à la récitation d'une leçon¹³⁵. L'autoreprésentation rejoint l'appréciation portée par un journaliste contemporain : « Le zèle et l'intelligence de M. l'abbé Dubertrand, principal actuel, n'ont pas peu contribué à donner à son pensionnat la réputation dont il jouit. Nous avons vu, avec la plus grande satisfaction, tous les soins que ce citoyen estimable ne cesse de se donner pour entretenir parmi ses élèves les bonnes mœurs, la décence, la subordination et la propreté »¹³⁶.
- 88 Dans l'ensemble, malgré la grande diversité qui règne encore à la fin du siècle, la fusion des institutions composant le collège est réalisée autour de la personne du principal qui, à force de luttes et de patientes manœuvres, a su nouer et tenir tous les fils d'un héritage complexe pour faire fonctionner une entreprise d'éducation cohérente. L'étude des principaux qui exercèrent au cours de cette période montre qu'un modèle professionnel s'est imposé à partir de la première moitié du XVIII^e siècle. Il se fonde sur trois critères de sélection : l'excellence scolaire, attestée soit par la réussite comme professeur, soit par la graduation en théologie ; le sacerdoce qui assimile, en fait sinon en droit, le poste de principal au bénéfice à charge d'âmes, excluant toute autre fonction au sein du collège ; l'enracinement préalable dans l'établissement. Si le modèle est fixé, il n'a pas débouché sur une carrière propre à la direction d'établissement : le plus souvent, le principal meurt dans la seule place qu'il a occupée ; sinon, il se retire, apparemment épuisé, de toute vie active ou la prolonge dans la carrière bénéficiaire.
- 89 Dans la mesure où le collège parisien a servi de matrice à l'enseignement secondaire, on peut s'interroger sur l'héritage de ce modèle dans la définition du chef d'établissement dans les institutions subséquentes. *A priori*, de ces trois caractères, seule la qualification intellectuelle a été retenue. Aujourd'hui comme hier, les anciens professeurs ne

constituent cependant pas un vivier suffisant : il doit être complété par ceux qui sont passés par d'autres voies administratives, comme ils l'étaient par les gradués en théologie. La proscription du sacerdoce est facile à expliquer compte tenu du caractère anticléric de la Révolution française ; la sécularisation de la société la rendait de toute façon inéluctable. On peut cependant se demander si le proviseur actuel d'un lycée échappe au nécessaire investissement personnel dont, dans la société d'Ancien Régime, seul le prêtre paraissait garant : un chef d'établissement loge toujours sur place, il n'exerce pas d'autre fonction, il ne saurait mener une vie peu conforme aux normes morales en vigueur (dans le premier texte sur les lycées, le mariage est obligatoire pour les proviseurs parce qu'on craint un célibat volage)¹³⁷.

- 90 C'est l'enracinement préalable dans l'établissement qui semble en définitive avoir été davantage renié. On peut mettre cet enracinement en rapport avec le contexte institutionnel particulier, propre au développement difficile du collège d'humanités : était-il lui-même le résultat de la tradition médiévale qui faisait du collège parisien une communauté de « pays » ou la conséquence de la taille réduite de l'université de Paris et de son isolement extrême dans un paysage éducatif dominé presque sans partage par les congrégations ? À la même époque, le fonctionnement congréganiste, précisément, promenait les supérieurs d'un collège à un autre pour des raisons diverses, à la fois politiques et religieuses : éviter les compromissions avec tel ou tel réseau local, ne pas donner le goût du pouvoir, préserver l'esprit de la congrégation aux dépens des individualités marquées. Deux conceptions du chef d'établissement s'opposent ainsi : soit il entre dans une carrière professionnelle qui l'engage dans un cursus de directions de plus en plus prestigieuses ; soit il est chargé de conforter les spécificités d'un établissement où il s'installera durablement. Pour abstraits et forcés qu'apparaissent les termes de cette alternative, l'hésitation reste à l'ordre du jour. Au-delà de la définition d'un statut administratif, la difficulté majeure réside bien, hier comme aujourd'hui, dans le degré d'identification souhaitable entre un établissement et son chef.
- 91 Sans tomber dans l'illusion transhistorique, les descriptions du métier de principal dans les collèges parisiens de l'Ancien Régime, comme l'analyse du groupe d'hommes qui remplit cette fonction, ne rendent pas l'écho exotique qu'on pourrait attendre. Échecs et réussites s'évaluent selon des critères de jugement encore en usage aujourd'hui, comme si le charisme nécessaire à l'exercice de la profession l'emportait sur l'insertion dans tel ou tel environnement institutionnel et culturel.

ANNEXES

Les principaux parisiens de 1600 à la Révolution

Principal: nom	prénom	Dates du principalat	Remarques

Bourgerte ¹³⁸	Médard	1589-1606 †	
Hoyau	Quentin	1606-1615	
Grangier	Jean	1615-1635	Principal aussi à Harcourt
Loisel	Pierre	1635-1640	
Grangier	Jean	1640-1644	Principal aussi en 1615
Moreau	Antoine	1644-1677	
Boutillier	Nicolas	1677-1713 †	
Vittement*	Jean	1697-1698	
Rollin*	Charles	1699-1712	
Coffin	Charles	1713-1749 †	
Hamelin	Paul	1749-1764	Réunion du collège à Louis-le-Grand
Garnier	Claude	1590-1607	Suspension de l'exercice
Galland	Jean	1570-1610 †	
Galland	Philippe	1610-1637	
Blancpignon	Claude	1637	Suspension de l'exercice
Leclerc	Pierre	1620-1626	Suspension de l'exercice
Richer**	Edmond	1597-1633 †	
Guichard	Etienne	1616	
Pluyette	Germain	1618	
Pourcel	Philippe	1627	
Dutour	Jean	1629	
Pourcel**	Philippe	1633-1676 †	
Ternois	Charles	1637-1639	
Du Metz		1675-1676 †	
Piolé		1676-1679	
Leullier ¹³⁹	Jacques	1680-1687	

Le Grand		1688	
Leullier	Claude	1694-1732 †	
De Bacq	Antoine	1732-1751 †	
Beaudouin	Pierre	1751-1791	
De Lestré	Jacques Thomas Marie	1791	
Gouault	Jean	1634	
Cocqueret	Jean	1642-1655 †	
Le Houx	Jean	1655-1659 †	
Du Monstier	François	1659-1663	
Hersant	Jean	1662-1673	
Langlois	François	1673	
Lenglet (de)	Pierre	1681	
Framery	François	1681-1696	
Caillet	Jean	1701	
Huré	Charles	1704	
Pinsonnat		1706	
Caillet	Jean	1706-1710	
Le Febvre	Michel	1710-1729	
Le Moyne ¹⁴⁰	Thomas	1729-1741	
Daireaux	Pierre François	1741-1771 †	
La Neuville (de)	Marie Gabriel Louis	1771-1792	
Dufeu	Romain	1599-1601	
Behotte	Adrien	1601-1605	
Grangier	Jean	1605-1614	Principal aussi à Beauvais
Guénon	Jean	1615-1620	
Aubert	Jean	1620-1621	

Tarin	Jean	1621-1623	
Du Chevreul	Jacques	1623-1649 †	
Padet	Pierre	1642-1665 †	
Fortin**	Thomas	1665-1680 †	
De L'œuvre	Jacques	1670-1673	
Le François	Jean	1677-1701 †	
La Brière de Louvency (de)	Jean	1701-1712	
Dagoumer	Guillaume	1712-1730	
Asselin de Vaulegard	Gilles Thomas	1730-1762	
Louvel	Nicolas	1762-1780	
Duval	Pierre	1780-1791	
Daireaux	Nicolas Fr. Ch.	1791-1793	
Maclot	Gontier	1590-1602	
Patena	Philibert	1602-1607	
Bourceret	Laurent	1607-1629	Principal aussi à Navarre
Patena	Philibert	1630-1650	
Mercier	Jean	1651-1678	
Ballé	Gilles	1678-1686	
Le Sourt	Gilles	1686-1692	
Wiry-Henricy de La Pierre	Henri	1692-1722	
Mongin	Nicolas	1722-1733	
Bresson	François Nicolas	1733-1750	
La Valette Le Neveu (de)	Jacques	1750-1760	
Jacquín	Étienne	1760-1771	
Caboche	Firmin	1771-1791	

Coisson	Jean-Baptiste	1791-1793	
Morel	Jean	1612	Suspension de l'exercice
Deschauffour	Pierre	1607 †	
Féré	Robert	1608	
Gondouin	Jean	1608	
Bonin	René	1612-1613	
Duval	Joachim	1618-1622	
Philippe	Nicolas	1622	
Ruault	Jean	1628	
Gallot	Richard	1629-1632	
Despériers	Jacques	1642-1684 †	
Galliot ¹⁴¹	Claude	1685	
Audran	Pierre	1685-1693	
Langlois	Jean	1694-1704 †	
Cassé	François	1709-1726 †	
Le Chevalier	Jacques Guillaume	1726-1743	
Blenay (de)	Joseph Emmanuel	1743	
Le Seigneur	Antoine	1743-1765	
Bergeron	Marguerin	1768-1791	
Gardin Du Mesnil	Jean-Baptiste	1764-1770	
Poignard	Jean-Baptiste	1770-1778	
Bérardier	Denis	1778-1787	
Romet	Jean Louis Charles	1787-1791	
Champagne	Jean François	1791-1810	
Chapelier de Mussy	Pierre Jean	1688-1720	Ouverture du collège
Pastel	Jean Antoine	1720-1723	

Robbe	Jacques	1724-1741	
Braille	Louis Charles	1741-1756 †	
Salmon	André	1756-1765 †	
Riballier	Ambroise	1766-1785 †	
Bruget	Emmanuel Clément Chrétien	1785-1791	
Forestier	Jean-Baptiste	1791-1793	
Tarenne	André	1593-1611 †	
Desmonts	Jacques	1611-1613	
Bordier	Jean	1613-1618	
Giroud	Jean	1618-1621	
Fenot	Jean	1621-1627 †	
Canet	Jean	1627-1652 †	
Marlier	Abraham	1652-1693 †	
Le Roy	Louis	1693-1737	
Germain	Pierre	1737-1751	
Germain	Jacques	1751-1766	
Regnard	Louis François	1766-1789	
Curt	François Balthazar	1789-1791	
Crouzet	Pierre Philippe	1791-1793	
Bourceret	Laurent	1601	Principal aussi à La Marche
Yon	Jean	1601-1623	
Yon	Jean	1623	Neveu du précédent
Yon	Jean	1637-1647	Neveu d'un des précédents
Le Grand		1652	
Le Coq	Pierre	1661-1664	
Doye	Jean	1664-1675	

La Vacquerie	Florent	1684-1689	
Morricaud		1696-1696	
Parisotin	Michel	1700	
Heroult	Olivier	1705	
Moore ¹⁴²	Michel	1720-1725	
Vray	Jacques	1725-1751 †	
Vray	François	1751-1752	Réunion à la communauté des grammairiens
Dumont	Mathieu	1588-1614 †	
Cagnyé	Pierre	1614-1619 †	
Cagnyé	Charles	1619-1661 †	
Tavernier	Nicolas	1661 1662	
Vinot**	François	1664	
Guignard	André	1665 1666	
Vinot**	François	1669	
Artus**	Alexis	1682-1717	
Sanson	François	1692-1693	
De Beausse	François	1717-1739	
Le Gros	Charles François	1739-1743	
Foucher	Michel	1743-1768 †	
Dubertrand	Hugues Antoine	1768-1794 †	
Colin	Michel	1600	
Macaire	Guillaume	1612	
Travers	Nicolas	1619-1647	
Gobinet	Charles	1647-1690 †	
Gobinet	Jean	1690-1696	
Durieux	Thomas	1696-1726 †	

Besoigne*	Jérôme	1718-1726	
Machet	L. A.	1726-1732	
Gaillande	Jean Noël	1732-1739	
Gouffé	Léonard	1739-1741	
La Roche	Pierre François	1742-1748	
Ducroq	Adrien Maurice	1748-1754 †	
Thébault	Pierre	1754-1757 †	
Seconds	Jean Joseph	1757-1779	
Dupuys	Bertrand	1779-1791	
Lingois	Louis	1791-1793	

Symboles utilisés :

† décès en poste

* coadjuteur qui fait fonction de principal sans succéder au principal en titre

** principalat interrompu par moments, puis reprise de la fonction

une date en italiques signale un principalat attesté à une occasion, sans qu'on puisse déterminer les dates extrêmes d'exercice.

NOTES

1. Arch. nat. M88, analysé par le père M. D. Chapotin : *Une page de l'histoire du vieux Paris. Le collège de Dormans-Beauvais et la chapelle Saint-Jean l'évangéliste*, Paris, 1870, pp. 73-80.

2. Jean de Launoy : *Academia parisiensis illustrata quattuor partibus divisa [...]*, 4 tomes en 2 volumes, 1682, édition revue d'une première publiée sous le titre suivant : *Regii Navarrae Gymnasii Parisiensis Historia*, 1677, t. 1, pp. 104-105.

3. Ils forment la source principale de l'article de Nathalie Gorochov : « Le collège du Cardinal-Lemoine au XVI^e siècle », *Paris et Ile de France, Mémoires*, 1991, t. 42, pp. 219-259 ; les baux du collège de La Marche ont été copiés dans les archives du collège (Arch. Bibl. Sorbonne carton 18) et étudiés par Pierre Lévy : *Histoire du collège de La Marche et de Winville en l'université de Paris*, thèse de l'École des chartes, 1921, manuscrit (plusieurs copies dans des bibliothèques parisiennes : INRP, Sorbonne). Quelques-uns ont été publiés (par exemple le bail de Nicole Lescot, principal du Plessis, 15 mai 1558, Arch. nat. MC Et/LXXIII/52, publié et analysé par Yvonne Lanhers et Marcel Connat, *Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance, Notes et documents*, 1945, t. VII, pp. 258-273).

4. Mémoire pour Étienne Jacquin, principal du collège de La Marche contre Étienne Simon Morizot, impr. 1765, p. 107, Bibl. nat. Mss Joly de Fleury 1858, fol. 499.

5. Règlement pour les exercices intérieurs du collège de Louis-le-Grand concernant les étudiants dans la faculté des arts, homologué par arrêt du 4 décembre 1769, 49 p. titre second, « Du principal », art. 8, p. 8 (exemplaire Arch. nat. ADVIII3B).

6. La fondation et les statuts du collège du Mans (1526) font l'objet d'un livret imprimé, conservé par exemple en Arch. Bibl. Sorbonne carton 21 ; statuts publiés par M. Félibien et A. Lobineau : *Histoire de la ville de Paris [...]*, 1725, t. 3, pp. 585-595.
7. Acte d'union du collège à la Sorbonne, 3 juin 1646, original en Arch. nat. M182 ; lettres patentes confirmatives de l'union, octobre 1646, enregistrées en Parlement, 7 septembre 1647, *ibidem*, publiées par M. Félibien et A. Lobineau : *Histoire de la ville de Paris [...]*, 1725, t. 3, pp. 389-391.
8. Ordonnance publiée par Charles Jourdain : *Index chronologicus chartarum pertinentium ad historiam universitatis Parisiensis [...]*, Paris, 1862, n° MMLXXXVI, pp. 396-398 (article LXXI).
9. Contrat du 15 janvier 1647, conservé en copie Arch. Bibl. Sorbonne carton 17.
10. Factum pour le grand maître du Cardinal-Lemoine contre les boursiers dudit collège, [1655], Bibl. Mazarine A15177, pièce 23.
11. « Remarques sur le différend mu aux grand maître et régents du collège du Cardinal-Lemoine par les boursiers dudit collège pour la charge de principal », [1665], Mazarine A15177, pièce 24. L'union des deux postes au Plessis est décrétée par un arrêt du 16 septembre 1589, Arch. nat. M182 et Arch. Bibl. Sorbonne carton 18.
12. Arrêt du Conseil d'État portant règlement pour le collège du Cardinal-Lemoine, 19 janvier 1726, publié par Ch. Jourdain, Pièces justificatives CLXXI, pp. 181-185, annexe à *Histoire de l'université de Paris [...]*, *op. cit.*
13. Arrêt de la Cour de Parlement contenant règlement général pour la conduite, discipline et administration du collège d'Harcourt, 27 juin 1703, publié par H. L. Bouquet : *L'ancien collège d'Harcourt et le lycée Saint-Louis [...]*, Paris, 1891, pp. 667-677.
14. Lettres patentes portant règlement pour le collège de Navarre (suppression d'une des deux principalités du collège et érection d'une chaire de physique expérimentale, égalité des bourses artiennes et grammairiennes), juillet 1752, publié par Ch. Jourdain, Pièces justificatives CXII, p. 208, annexe à *Histoire de l'université de Paris [...]*, *op. cit.*
15. « Advis de Me Gabriel Dabes, ancien professeur de philosophie, au collège de La Marche, touchant l'université de Paris », s. d. (exemplaire consulté Bibl. Sorbonne U44, in-4°, pièce 4), p. 8.
16. *Ibidem* p. 9.
17. Bibl. nat. Mss Joly de Fleury 1721, fol. 59-61.
18. Bibl. nat. Mss fr. 14491, fol. 126.
19. Ordonnance publiée par Charles Jourdain : *Index chronologicus*, *op. cit.*, article LXXV. « Les recteurs qui seront après élus visiteront chacun collège une fois pendant leur rectorerie, pour voir l'estat d'iceux collèges, ouïr plaintes si aucunes se présentent, tant des disciples que régents et pédagogues, et tenir la main à l'entretienement des statuts des université et collèges ».
20. Résultat obtenu à partir de comptages réalisés dans un fichier des enseignants de la Faculté des arts, thèse de Boris Noguès, en préparation.
21. La nation de France comprend les provinces ecclésiastiques de Paris (à laquelle s'ajoute le vicariat de Pontoise jusqu'à l'Epte, ou Vexin français, bien qu'il appartienne à la province ecclésiastique de Rouen), de Sens, de Reims, de Tours et de Bourges (à la province ecclésiastique de Bourges s'ajoutent tous les diocèses et nations méridionales) ; la nation de Normandie recouvre la province ecclésiastique de Rouen, sauf le vicariat de Pontoise ; la Picardie comprend les diocèses d'Amiens, Beauvais, Boulogne, Laon, Noyon, Saint-Omer, Ypres, ainsi que les régions situées à l'ouest de la Meuse ; l'Allemagne les régions à l'est de la Meuse et tous les étrangers.
22. Texte de 1699 à propos du conflit entre les professeurs de Mazarin et les autres sur la distribution des gages, cité par Jourdain, Pièces justificatives n° CXLVI, p. 126 de l'éd. de 1862, Paris.
23. Comptage réalisé à partir du recensement des jansénistes et « catholiques » de la Faculté des arts qui comprend des étudiants en théologie. Bibl. Arsenal, carton 10294.
24. Arch. nat. H/3/2754/A-B.
25. Résultat obtenu à partir du fichier des enseignants de la Faculté des arts, déjà cité.

26. R. R. Palmer : « Le Prytanée français et les écoles de Paris (1798-1802) », *Annales historiques de la Révolution française. De l'Ancien Régime à l'Empire. Problèmes de l'enseignement*, janvier-mars 1981, 53e année, n° 243, pp. 123-152, en particulier carte p. 126.
27. Le proviseur d'Harcourt est obligatoirement normand, choisi par les huit boursiers théologiens du collège et celui de Lisieux est nommé par l'évêque de Lisieux et l'abbé de Fécamp.
28. Biographie de Rollin dans le livre premier de H. Ferté : *Rollin, sa vie, ses œuvres et l'Université de son temps*, 1902. Des notices, tout aussi hagiographiques, se trouvent également dans les nombreuses éditions de ses œuvres.
29. Arch. nat. MC Ét/XVII/801
30. H. Bouquet : *L'ancien collège d'Harcourt*, op. cit., Hébrail et F. J. Du Port du Tertre : *La France littéraire*, 1769, J. S. Ersch : *La France littéraire*, Hambourg, 1793.
31. Six principaux appartiennent à des familles aristocratiques.
32. On retrouve ici la sociologie des doctrinaires étudiés par J. de Viguierie : *Une œuvre d'éducation sous l'Ancien Régime. Les pères de la doctrine chrétienne. 1592-1792*, 1976, pp. 227-233, ou celle des gradués en théologie de l'Université de Paris vue par D. Julia et J. Revel : *Les universités européennes du XVI^e au XVIII^e siècle. Histoire sociale des populations étudiantes*, 1986-1989, t. 2, pp. 348-349.
33. H. Bouquet : *L'ancien collège d'Harcourt*, op. cit., pp. 274-297.
34. Les bourses sont réservées aux enfants des familles aristocratiques des provinces récemment rattachées au Royaume. Statuts du collège, Bibl. Mazarine 2776A.
35. Résultats obtenus à partir des comptages effectués dans le fichier des enseignants. Cf. B. Noguès : « Composition, évolution et identité du corps professoral au XVIII^e siècle », *Cahiers d'Histoire*, n° 71, 1998, p. 59. Il n'y a aucun docteur en théologie car ce titre est incompatible avec l'appartenance à la Faculté des arts et, donc, l'exercice de l'enseignement à ce niveau.
36. *Recueil de toutes les délibérations importantes prises depuis 1763 par le bureau d'administration du collège de Louis-le-Grand et des collèges y réunis*, 1781, pp. 307-308.
37. Le lien entre apostolat et enseignement est développé, par exemple, par J. de Viguierie : *Une œuvre d'éducation sous l'Ancien Régime*, op. cit. même si à la fin du XVIII^e siècle, l'enseignement est moins directement associé à la prêtrise. À comparer aux oratoriens étudiés par W. Frijhoff et D. Julia : « Les Oratoriens de France sous l'Ancien Régime. Premiers résultats d'une enquête », *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. LXV, 1979, pp. 225-265 et « Le recrutement d'une congrégation enseignante et ses mutations à l'époque moderne ; l'Oratoire de France », *The Making of Frenchmen ; Current Directions in the History of Education in France 1679-1979*, ed. D. N. Baker and P. Harrigan, *Historical Reflections*, vol. 7, n° 2 et 3, Waterloo, Canada, 1980, pp. 443-458.
38. Les individus qui étaient trop difficilement identifiables (pas de prénom connu, éléments biographiques étiqes, graphie du nom inconstante) ont été éliminés a priori. Une recherche systématique dans le catalogue de la BNF a été réalisée, à laquelle se sont ajoutées des mentions éparses obtenues dans d'autres catalogues ou des notices biographiques. L'enquête n'est donc pas exhaustive mais fournit quand même une très bonne approximation. La proportion d'auteurs identifiés est identique à celle des professeurs de rhétorique (43 %), pourtant moins diplômés et moins naturellement identifiés à des intellectuels que les docteurs de la Sorbonne. Cf. B. Noguès : « Les professeurs d'humanités de l'Université de Paris au XVIII^e siècle », *Universités et institutions universitaires européennes au XVIII^e siècle. Entre modernisation et tradition*, Actes du colloque international de Bordeaux, 2-4 octobre 1997, dir. F. Cadilhon, J. Mondot, J. Verger, Talence, 1999, p. 239.
39. Entre autres, A. Viala : *Naissance de l'écrivain*, 1985, p. 242 et pp. 247-249.
40. Sur ce type de littérature et ses conditions de production, A. Viala : *Naissance de l'écrivain*, 1985, pp. 51-80.
41. Soit, pour les humanistes, 344 des 513 titres recensés. B. Noguès : « Les professeurs d'humanités de l'Université de Paris au XVIII^e siècle », art. cit., p. 239.

42. Comptage à partir des listes nominatives figurant dans le dossier « Mazarin », Bibl. Arsenal carton 10 294.
43. *Ibidem*, dossier « Faculté des arts », papier du 15 décembre 1739. Seul Gibert n'a pas été principal.
44. *Ibidem*, lettre de Jomays, procureur de la Nation de France, datée du 18 décembre 1739, relatant l'assemblée houleuse qui s'était déroulée le 16 décembre.
45. L'ouvrage de C. Maire : *De la cause de Dieu à la cause de la Nation. Le Jansénisme au XVIII^e siècle*, 1998, offre de multiples exemples de l'imbrication des réseaux jansénistes, de l'Université et du milieu des collèges, des principaux ou des professeurs. En particulier pp. 86-135.
46. Bibl. Arsenal carton 10294, dossier « Cardinal-Lemoine », mémoire adressé au cardinal de Fleury et joint à une lettre signée La Barre [1732].
47. Arch. nat. H/3/2561B.
48. Comme le montre l'analyse des réactions jansénistes à la nouvelle philosophie par M. Cottret (*Jansénismes et Lumières*, 1998, p. 22 sq.), les jansénistes, qu'on ne peut cependant assimiler directement aux principaux, adoptent un comportement assez comparable. Ils ne se mobilisent que tardivement contre les Lumières, car leurs adversaires privilégiés restent le pape et les jésuites. De plus, leur opposition fondamentale aux philosophes n'interdit pas quelques rencontres.
49. Arch. nat. H/3/2563, dossier VI, « Mazarin ».
50. Beaudouin (Cardinal-Lemoine), Duval (Harcourt), Caboche (La Marche), Bruget (Mazarin), Romet (Louis-le-Grand) et Dupuys (Plessis), Arch. nat. H/3/2563, dossier VI.
51. La Neuville (Grassins), Bergeron (Lisieux), Crouzet (Montaigu) et Dubertrand (Navarre), *ibidem*.
52. La part des réfractaires n'est que de 30 % chez les professeurs (24 sur 80), *ibidem*. Cette divergence avait été relevée à Toulouse également : O. Devaux : « Note sur quelques enseignants suspects durant la Terreur à Toulouse », *Revue historique*, n° 586, avril-juin 1993, p. 435 sq.
53. *Atlas de la Révolution française*, vol. 11, Paris, direction scientifique Émile Ducoudray, Raymonde Monnier, Daniel Roche, Paris, EHESS, 2000, p. 78.
54. Abbé Denis Bérardier : *Les principes de la foi sur le gouvernement de l'Église, en opposition avec la constitution civile du clergé, ou Réfutation du développement de l'Opinion de M. Camus, par un docteur en théologie de la Faculté de Paris*, s. l., 1791 ; Abbé Blandin, abbé Denis Bérardier : *L'Église constitutionnelle confondue par elle-même. Ouvrage dans lequel on réfute [...] Par une société de théologiens*, Paris, 1792.
55. Arch. nat. H/3/2597, H/3/2563, dossier VI, H/3/2754/A-B, Bibliothèque de la Sorbonne, carton 26, liasse III, folio 91 et sq., H. et B. Dwyer : *Index biographique français*, op. cit.
56. Observations, 4 août 1793, Arch. nat. H/3/2757.
57. La date de naissance n'est connue que pour une trentaine d'individus, à partir desquels cette moyenne a été établie.
58. Comptes du collège du Cardinal-Lemoine, Bibl. Mazarine Ms 3321.
59. Les régents de la Nation de France entrés après 1660 ont fait l'objet d'un recensement exhaustif. Sur trente principaux de cette nation exerçant au XVIII^e siècle, 23 (75 %) sont d'anciens enseignants.
60. Ch. Jourdain : *Histoire de l'université de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Pièce justificative n° CXLVI, p. 126, 1862 ; B. Noguès : « Composition, évolution et identité du corps professoral au XVIII^e siècle », *Cahiers d'Histoire*, n° 71, 1998, p. 61.
61. En particulier dans les listes publiées par la Faculté des arts, *Catalogus magistrorum honorandae gallorum nationis*, édités en 1717, 1733, 1739, 1757, 1765 et 1767.
62. Pour les Français, les juges sont repérables dans les registres du censeur de la Nation, Bibl. Mazarine Ms 3313 à 3318.
63. Arch. Bibl. Sorbonne reg. 93 à 96.

64. Comptes du collège de Mazarin, Arch. nat. H/3/2833, H/3/2832 ; Registres du Censeur Bibl. Mazarine Ms M3315, M3316 ; *Catalogus magistrorum honorandae gallorum nationis*, 1737, Bibl. Sorbonne U 254.
65. H. Bouquet : *L'ancien collège d'Harcourt et le lycée Saint-Louis*, 1891, Hébrail et F. J., Du Port du Tertre : *La France littéraire*, 1769, Ersch J. S. : *La France littéraire*, Hambourg, 1793, Comptes des messageries, Arch. nat. *H/3/2597.
66. Tous les théologiens ne sont cependant pas dans ce cas : Louis-Charles Braille, né vers 1680, professeur de philosophie au collège de Bourgogne en 1704, docteur en 1717, dirige Mazarin à partir de 1741 seulement, âgé alors d'environ soixante ans.
67. Mémoire écrit vers 1732, par un nommé La Barre et adressé au Cardinal de Fleury. Bibl. Arsenal, carton 10294, dossier « Collège du Cardinal-Lemoine ».
68. Lettre du prieur du Cardinal-Lemoine, soutien de Enguehard, du 13 novembre 1732, *ibidem*.
69. Lettre de Enguehard, du 7 octobre [1732], *ibidem*.
70. Lettre de Leuillier du 16 novembre 1732, *ibidem*.
71. Lettre de Gaillande du 16 novembre 1732, *ibidem*.
72. Histoire manuscrite du collège de Montaigu, 1744, Bibl. Sorbonne Ms 1578, fol.121.
73. Soit François Framery (coadjuteur en 1680, principal en titre de 1681 à 1696), Pierre François Daireaux (coadjuteur en 1739, principal de 1741 à 1771) et Marie-Gabriel-Louis de la Neuville (coadjuteur en 1769, principal de 1771 à la Révolution).
74. Bibl. Sorbonne Ms 115, transcription de toutes les délibérations de la Sorbonne relatives au Plessis.
75. Bibl. Mazarine 10343, pièce 9 ; Jourdain : *Index*, MCMLIII, pp. 380-381.
76. Comptes du collège du Cardinal-Lemoine, Bibl. Mazarine Ms 3321.
77. Elles concernent les familles suivantes : Galland à Boncourt, Cagnyé à Navarre (grammairiens) en 1619 ; Yon (deux transmissions de la principalité des artiens de Navarre en 1623 et 1637 à des neveux) ; Gobinet au Plessis en 1690 ; Leuillier au Cardinal-Lemoine en 1694 après un intermède extérieur à la famille de sept ans, sous contrôle de l'aîné ; Vray à Navarre en 1751 ; Germain à Montaigu en 1751. Tous les cas ne sont cependant pas repérables (neveux qui portent un nom différent de leur oncle) et le favoritisme lors du recrutement des boursiers, des officiers ou des professeurs du collège sort ici du propos.
78. Résultat obtenu en prenant en considération les seuls principaux dont on connaît avec certitude les dates de début et de fin d'activité (soit 79 cas). Ont été éliminés les individus qui n'ont été saisis qu'une seule fois au détour d'un document, sans que l'on puisse calculer la durée réelle de leur séjour.
79. Comptage effectué dans les annuaires publiés des nations, *op. cit.*
80. *Recueil de toutes les délibérations importantes prises depuis 1763 par le bureau d'administration du collège de Louis-le-Grand et des collèges y réunis*, 1781, p. 20.
81. Délibérations du bureau d'administration de Louis-le-Grand, Arch. nat. MM317, 19 juillet 1787.
82. *Ibidem*, 3 mai 1788.
83. Le système de distribution des pensions est assez complexe. Des revenus de l'Université, « il faudra toujours déduire, sur chaque quartier à distribuer, l'honoraire fixe et certain des professeurs actuels des neufs anciens collèges [...]. Ces sommes ainsi déduites, le restant sera distribué également aux principaux et régents, tant émérites qu'actuels, des dix collèges [...] et cette distribution sera plus ou moins forte selon le nombre des émérites ». Arch. nat. *H/3/2597, p. 4.
84. Sur les revenus, B. Noguès : « Composition, évolution et identité du corps professoral au XVIII^e siècle », *art. cit.* p. 61.
85. *Traité des études*, 1^{re} édition, 1726-1728, Livre VIII, « Du gouvernement intérieur des classes et du collège », seconde partie, chapitre 1, introduction.

86. On peut citer à titre d'exemple l'inventaire après décès de Jacques Vray, principal des artiens du collège de Navarre, du 13/12/1751 (Arch. nat. MC Ét/ XVII/801). Du mobilier à l'usage des élèves et les provisions de la cuisine des pensionnaires sont inventoriés avec les effets personnels du défunt. Son neveu Charles Vray est chargé d'assurer la transition : « attendu que ledit défunt Sr Vray en qualité de principal dudit collège avait des pensionnaires [...] qu'il faut nécessairement continuer à nourrir jusqu'à la fin du présent mois de décembre, n'y ayant point de principal nommé pour remplacer ledit défunt. D'un autre côté qu'il s'agit de recevoir les pensions qui sont dues, [l'ensemble des héritiers] ont prié ledit sieur Charles Vray [...] de vouloir bien se charger, comme personne étrangère et au titre de bénéficiaire, de toucher et recevoir lesdites pensions dues [...] qui écherront jusqu'au premier jour de janvier prochain et en donner quittance, consentant que, sur les deniers qu'il recevra, il paye et rembourse toutes les menues fournitures et dépenses journalières faites depuis le décès dudit sieur Vray [...] ».
87. Maxime Targe : *Professeurs et régents de collège dans l'ancienne université de Paris (XVII^e et XVIII^e siècles)*, Paris, 1902, en particulier pp. 164-200.
88. Délibération du 10 janvier 1540 (n. st.), Arch. Bibl. Sorbonne reg. 18, fol. 135-136.
89. Ce sont les principaux de : Coqueret, les Bons enfants, Cardinal-Lemoine, La Marche, Boncourt, Beauvais, Le Mans et Lisieux.
90. Voir par exemple les collèges où les théologiens ont fait leur cours d'arts dans James K. Farge : *Orthodoxy and Reform in Early Reformation France. The Faculty of Theology of Paris, 1500-1543*, Leiden, 1985, tableau p. 73 : Montaigu, Navarre et Sainte-Barbe ont à eux trois reçu plus de la moitié des futurs gradués en théologie.
91. Comptes rendus devant notaire par Louis Lasseré, proviseur du collège de Navarre, 24 mars 1544 (a. st.), Arch. nat. MC Ét/XIX/166.
92. Pièce d'un procès entre le collège d'une part et de l'autre les principaux en place et les héritiers de Mathieu Dumont, vers 1615, recopiée postérieurement, Bibl. nat. Mss Fr. 16868, fol. 245.
93. Nathalie Gorochov : « Le collège du Cardinal-Lemoine au XVI^e siècle », *Paris et Ile de France, Mémoires*, 1991, t. 42, pp. 219-259 (en particulier p. 230).
94. Arrêt d'union de la grande maîtrise et de la principauté du collège à la suite d'un procès entre Nicolas Richard, grand maître et principal, régent en la faculté de théologie, et Simon Simeson, procureur du collège, procureur de la nation d'Allemagne, 16 septembre 1589, Sorbonne carton 18, recueil de documents concernant le collège, pp. 124-128.
95. Requête adressée par les principaux des artiens, Jean Yon, et des grammairiens, Pierre Cagny, vers 1615, Bibl. nat. Mss Fr. 16868, fol. 279-280.
96. Bibl. nat. Mss Fr. 16869, fol. 109.
97. Mémoire imprimé, « Pour Maître Thomas Fortin », s. d., Bibl. Sorbonne U10 in-4° (pièce 27).
98. Acte d'union du collège à la Sorbonne, 3 juin 1646, original en Arch. nat. M182.
99. Témoignage à M. Taranne le 4 octobre 1838, rapporté par Charles Jourdain dans des notes manuscrites réunies, Bibl. Hist. Ville de Paris CP3778, fol. 10.
100. Requête présentée au Parlement par les régents du collège d'Harcourt lors du règlement fait pour le collège en 1703, pièce impr. placée dans la liasse Arch. nat. H/3/2763 pp. 14-15
101. Arrêt de la Cour de Parlement contenant règlement général pour la conduite, discipline et administration du collège d'Harcourt, 27 juin 1703, publié par H. L. Bouquet : *L'ancien collège d'Harcourt et le lycée Saint-Louis [...]*, Paris, 1891, pp. 667-677.
102. Comptes du collège d'Harcourt, Arch. nat. *H/3/2821.
103. Les gages de 300 livres restent inchangés de 1647 à la Révolution d'après les comptes du collège, Arch. nat. H/3/2751 à 2761.
104. Coffin touche 565 livres quand il est principal, d'après les comptes du collège, Arch. nat. H/3/2785.
105. Comptes du collège de 1787 à 1790, Arch. nat. H/3/2886.

106. Arch. nat. MM243, pièce 24.
107. D'après les comptes au jour le jour (Arch. nat. H*/3/2791), année choisie par hasard 1784.
108. *Histoire manuscrite de l'établissement*, 1744, déjà citée, fol. 118.
109. Arch. nat. H/3/2846.
110. *Recueil de toutes les délibérations*, déjà cité, pp. 308-312.
111. Cette estimation repose, d'une part, sur les comptes de ce revenu pour la seule nation de Normandie, 1719-1773, Arch. nat. *H/3/2597, et d'autre part sur ceux des quatre nations, 1786-1790, Arch. nat. H/3/2754/B.
112. Bail analysé par Ernest Coyecque : « Inventaire sommaire d'un minutier parisien pendant le cours du XVI^e siècle (1498-1600) », *Bulletin de la société de l'histoire de Paris et de l'Île de France*, 1894, t. 21, p. 89.
113. Factum pour les supérieurs et boursiers théologiens des collèges de l'université de Paris contre les docteurs et professeurs en théologie des collèges de Navarre et de Sorbonne, 1677, Bibl. nat. 4-Fm-1089 (24306), p. 16.
114. *Traité des études*, op. cit., Livre VIII, « Du gouvernement intérieur des classes et du collège », seconde partie, chapitre 1, article 3.
115. Arrêt du 6 juillet 1623, cité par Ch. Jourdain, Pièces justificatives LXII, annexe à *Histoire de l'université de Paris [...]*, op. cit.
116. Voir la présentation par Philippe Ariès de l'édition en français de ce livre, éditions Ramsay, 1977.
117. Voir ceux qui sont présentés *supra*, p. 24, note 2.
118. Jean Grangier : *De l'estat du collège de Dormans, dit de Beauvais, fondé en l'Université de Paris*, Paris, 1628, pp. 81-94.
119. Les deux collèges de Dormans-Beauvais et de Presles sont unis pour assurer ensemble l'exercice.
120. Les cas repérés sont Charles Gillmer, premier régent, associé à Nicole Thouret, chapelain, comme principaux au collège de La Marche, 1566, P. Galland à Boncourt (milieu du XVI^e siècle), J. Charpentier au collège de Bourgogne (milieu du XVI^e siècle), J. Morel à Reims (fin du XVI^e siècle), J. Grangier à Harcourt puis à Beauvais (1605-1615), R. Bonin à Lisieux (1612), J. Duval à Lisieux (1618), J. Du Chevreul à Harcourt (1623), N. Tavernier à Navarre (1662), J. Hersant à Navarre (1663), J. E. de Blenay à Lisieux (1742).
121. Par exemple, Jean de Tartas, principal de Lisieux, engagé en 1526 comme principal de Calvi, premier principal humaniste du collège de Guyenne à Bordeaux en 1533 ; Jacques et André de Gouvéa, principaux de Sainte-Barbe, le premier parti aussi pour Bordeaux en 1534 ; Pierre Galland à Boncourt, Pierre Ramus à Presles, Jean Dorat à Coqueret.
122. Grieffs contre le grand maître de Mazarin émanant vraisemblablement du sous-principal, recueillis par les députés du Parlement, Bibl. nat. Mss Joly de Fleury 1711, fol. 63-65, s. d. (il semble que le grand maître incriminé soit Jacques Robbe).
123. Jean Grangier : *De l'estat du collège de Dormans*, op. cit., p. 47.
124. Bibl. Arsenal carton 10294, lettre de De Bacq de 1741.
125. Arch. Bibl. Sorbonne carton 15, dossier 13, pièce 93.
126. Les docteurs des facultés supérieures sont exclus de la faculté des arts.
127. Arch. Bibl. Sorbonne carton 15, dossier 13, pièce 94.
128. J.-B. Crevier : *Histoire de l'Université de Paris*, Paris, 1761, t. IV, p. 422. Des exemples de conflits à l'issue comparable sont cités dans un *Mémoire instructif concernant l'institution et la destitution des regens*, écrit vers 1686, contenu dans un recueil de *Pièces diverses sur l'état et la police de l'Université de Paris*, 1771, conservé à la Bibl. Sorbonne, U 44.
129. Ch. Rollin : *Traité des études*, livre VIII, seconde partie, chap. I : Des devoirs du principal, art. II : Des études.

130. *Vigilantissimo gymnasiarchae Carolo Gobineto, cum die S. Caroli festo Plessaei convictores, accensis post caenam toto collegio luminibus, studii in gymnasiarcham sui signa insolito laetitiae genere prodidissent*, les poèmes latins de Rollin à cette occasion se trouvent dans une édition des ses oeuvres par Émile Bères, Paris, 1866, pp. 851-852.

131. Extrait d'un poème de Alexandre Bourdet, élève de philosophie, publié dans la monographie du collège de Beauvais : père M. D. Chapotin : *Une page de l'histoire du vieux Paris. Le collège de Dormans-Beauvais et la chapelle Saint-Jean l'évangéliste*, Paris, 1870, p. 424. *Te vidisse juvat festis, Hameline, diebus// Cum ruit hinc illinc pubes, fremitque secundo// Circum omnes densi trepidant, tibi dulce laborum, //Vectigal sinceraque vota ferentes.*

132. Il entre en 1772 avec une bourse de la Grande Aumônerie, est lauréat du concours général en troisième (année scolaire 1777-78) et en rhétorique (1779-80). Il passe en 1780 à une bourse Cousin (bourses réservées aux lauréats du concours général) et fait des études de théologie.

133. *Mes adieux au collège de Louis-le-Grand, épître*, 1788 (exemplaire Bibl. nat. Ye-14524).

134. Cités dans la plaquette mentionnée à la note précédente.

135. Portrait gravé par Morel Delin, 1789 (Bibl. nat. Estampes), d'après une peinture de Bossard de Beaulieu, reproduit sur la couverture du présent numéro.

136. J. Ch. Poncelin : *Histoire civile, ecclésiastique, physique et littéraire de Paris [...]*, t. 3, 1781, p. 182.

137. Loi du 10 floréal an X, Art. 18 : « Après la première formation des lycées, les proviseurs, censeurs et procureurs des lycées, devront être mariés ou l'avoir été. Aucune femme ne pourra néanmoins demeurer dans l'enceinte des bâtiments occupés par les pensionnaires ».

138. Ou Bourgeotte.

139. Ou Lhuillier.

140. Ou Moine.

141. Ou Gallyot.

142. Ou Morus.

RÉSUMÉS

Matrices des collèges d'humanités français, les collèges de l'université de Paris naissent de l'adjonction, aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, d'une « pédagogie », ou pensionnat payant, aux côtés de la communauté des boursiers. Cette dualité, qui subsiste jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, partage le principal entre plusieurs légitimités : celle de la tradition institutionnelle du collège fondé, celle de la prospérité économique du pensionnat, celle de la réussite pédagogique d'une équipe professorale, aucune réforme n'ayant abouti à la création d'un statut de chef d'établissement. Après avoir exposé les origines et l'histoire du cadre dans lequel s'exerce la fonction de direction, l'article décrit sociologiquement le groupe des 159 principaux en poste de 1600 à la Révolution et met en parallèle le principalat avec le bénéfice à charge d'âmes. Grâce à des témoignages diversifiés, il rend compte des réalités d'un métier qui consiste à établir avec tous ceux qui habitent au collège (boursiers, professeurs, pensionnaires) des relations fondées à la fois sur l'autorité et sur la confiance.

The colleges of the University of Paris – regarded as the matrixes of the French schools of humanities – stemmed, in the 15th and 16th centuries, from the grouping together of pay boarding schools and the existing communities of grant holders. This duality lasted until the end (1789) of the Ancien Regime and compelled headteachers who wanted to be fully legitimate to

excel in the three fields of their institution: that of the institutional tradition of well-established colleges, that of the economic prosperity of boarding schools and that of the pedagogical success of the teaching staff. Indeed, no reform had yet led to the creation of a proper status of headteachers.

After expounding the origins and the history of the framework within which management duties were exercised, the article provides a sociological description of the 159 headteachers in office from 1600 to the Revolution and draws a parallel between the discharge of headteachers and the role of parish priests responsible for people's spiritual welfare.

Alongside various testimonies, the article offers an account of a profession which consists in establishing with all those living in colleges (grant holders, teachers and boarders) relationships based on both authority and trust.

Als Vorläufer der humanistischen Bildungsanstalten in Frankreich entwickeln sich die Oberschulen der Universität Paris im 15. und 16. Jahrhundert aus kostenpflichtigen Pensionaten, den sogenannten "Pédagogies", die sich zu den herkömmlichen Stipendiatengemeinschaften gesellen. Diesen beiden Traditionen und Adressatengruppen muss der Schulleiter gleichermaßen Rechnung tragen: da keine Reform zur Schaffung eines Statuts des Schulleiters führt, ist es an der gesamten Lehrerschaft, den pädagogischen Erfolg sicherzustellen und einen gangbaren Weg zu finden zwischen Traditionsgebundenheit des angestammten Schultyps und wachsender Wirtschaftskraft der Pensionate. Der Beitrag zeigt zunächst den ursprünglichen Rahmen auf, in den das Statut des Schulleiters eingebettet war, und beschreibt dann aus soziologischer Perspektive die 159 Schulleiter zwischen 1600 und 1789. In ganz unterschiedlichen Lebensbildern wird dabei ein Berufsbild nachgezeichnet, dessen Aufgabe es war, zu allen in irgendeiner Weise in den Alltag der Schulen eingebundenen Personen (Stipendiaten, Lehrer, zahlende Schüler) eine auf Autorität und Vertrauen fußende Beziehung aufzubauen.

INDEX

Mots-clés : chef d'établissement, collège d'humanités, enseignement secondaire, établissement, Université de Paris

Index chronologique : XVII^e siècle, XVIII^e siècle

Index géographique : France

AUTEURS

MARIE-MADELEINE COMPÈRE

Service d'histoire de l'éducation

BORIS NOGUÈS

Doctorant, université de Paris I